

Tableau 2.2.1.6 Récapitulatif des résultats de suivi (Stage de formation en comptabilité et en leadership)

Rubrique		Description			
Objectifs		Renforcer les capacités de gestion de l'organisation des membres du CGTV			
Contexte		Les membres du CGTV nouvellement créé n'ont jamais suivi la formation structurée sur le rôle de leader ni sur les règles de comptabilité			
Rubriques du projet expérimental		Effectuer une formation destinée aux membres du CGTV sur le rôle et la responsabilité de dirigeants et sur la base de la tenue de documents comptables			
Planification / Contenu d'exécution	Adoption	Tous les villages ayant créé le CGTV (proposé par la mission d'étude JICA)			
	Normes	Les participants doivent être membres du CGTV			
	Méthode	Activité confiée au consultant local (BEAGGES). Le stage a eu lieu pendant 7 jours en réunissant les participants dans 1 village de chaque zone.			
	Réalizations	2001/5/16~5/22 Katiéna	Kokoun	9(2)	3 personnes sur 7
			Bougan	9(2)	1 personne sur 9
		2001/5/9~5/15 Cinzana	Dlaba	6(0)	2 personnes sur 5
			N'Dinzana were	4(0)	1 personne sur 4
			Sinébouyou	5(0)	3 personnes sur 5
			Zambouyou	8(0)	2 personnes sur 8
			Zangourabouyou2	5(0)	3 personnes sur 5
2001/1/20~2/3 Soignebouyou		Dafimbouyou	7(0)	aucun sur 7	
		Sakoibouyou	5(0)	4 personnes sur 5	
		Siradoba	4(0)	Aucun sur 4	
	Fabouyou	4(0)	Aucun sur 4		
	Dougoutigouyou	7(0)	1 personne sur 7		
Coût	1 326 300FCFA (frais de repas exclus) (inclus dans les frais de l'appui à la création du CGTV)				
Investissement humain	<Mission d'étude> planification de la formation et commission pour la réalisation 1pers/Mois <Homologue> Conseils				
Résultats attendus		Amélioration de la compétence de direction des membres du CGTV			
Activités menées	Gestion/ utilisation	Les membres du CGTV ayant participé à la formation dirigent l'ensemble des activités du CGTV et la bonne gestion est assurée dans l'ensemble. Par contre, les comptables et les secrétaires n'ont pas systématiquement atteint au niveau de compétence requis.			
	Implications	Bonne gestion du CGTV est assurée globalement par les membres ayant participé à la formation			
Evaluation	Par la population	L'enquête auprès des membres du CGTV a relevé que presque tous les participants à la formation en comptabilité et en leadership ont trouvé cette formation utile. Bien qu'ils apprécient le contenu de la formation, deux tiers de membres déclarent ne pas entièrement comprendre leur rôle			
	Par la mission d'étude	La participation des femmes a été insuffisante. L'effet du stage pour les participants ayant le niveau d'alphabétisation insuffisant est inconnu. Mais le résultat d'évaluation après la formation était bas. Le pourcentage de participants qui ont amélioré leur degré de compréhension était bas. Il est souhaitable que les participants ayant le niveau d'alphabétisation faible suivent préalablement une formation d'alphabétisation, sinon le résultat du stage des leaders sera aussi faible			
Répercussions sur le schéma directeur		Il est recommandé que les participants de formation en comptabilité et en leadership doivent avoir le niveau d'alphabétisation supérieur au II. Dans le cas contraire, il est souhaitable qu'ils suivent préalablement une formation en alphabétisation. La formation en leadership devra, au besoin, s'effectuer à plusieurs reprises en suivant chaque fois le degré de compréhension des participants			

3) Construction de centres d'alphabétisation

Dans la présente activité, ont été entreprises entre autres comme actions : ① construction et mise en service de centres d'alphabétisation pouvant servir de salles de réunion ; ② formation de formateurs en alphabétisation au sein de villages et ③ cours d'alphabétisation destinés à des villageois et animés par les formateurs formés par le stage de formation précité, ceci, dans les centres construits.

Tableau 2.2.1.7 Récapitulatif des résultats de suivi [Construction de centres d'alphabétisation (salle de réunion)]

Rubrique		Description				
Objectifs		Promotion des activités du CGTV par assurance d'un espace communautaire Promotion de l'alphabétisation				
Contexte		Il y a très peu de constructions communautaires dans les zones de l'étude expérimentale Le taux d'alphabétisation étant très faible, et sa promotion est un enjeu important pour le développement des communautés rurales. Une base est nécessaire pour la promotion des activités villageoises et de l'alphabétisation				
Rubriques du projet expérimental		Travaux de construction à exécuter principalement par les villageois Gestion de l'infrastructure par les villageois				
Planification	Conditions nécessaires d'adoption	Absence actuelle de salle de réunion moderne Établissement d'un système et d'une convention de gestion par les villageois Fourniture de main d'œuvre gratuite, fourniture de briques à titre gratuit et mise à disposition de terrains				
	Souhaits	Construction souhaitée dans tous les 12 villages de 3 zones				
	Adoption	La salle de réunion, base du CGTV et de l'alphabétisation, sera construite comme demandé dans tous les villages				
Exécution	Structure	Bâtiment sans étage en bancos, avec latrines Mobilier : tableau noir, bureau pour l'instructeur, un lot de table-bancs pour élèves				
		Type	Nbre de villageois concernés	Surface	Villages concernés	
		A	Plus de 700	9,5×5,5m	Kokoun, Zambougou	
		B	Moins de 700	7×5,5m	Tous les villages sauf Kokoun et Zambougou	
	Méthode	Travaux de construction exécutés principalement par les villageois Recommissionné sur place à la Direction Régionale de l'Aménagement et de l'Équipement Rural (DRAER) (fourniture de matériaux, instructions pour les travaux et stage technique) Les villageois fournissent gratuitement ① la main d'œuvre (10pers./jour) ② les briques mais pas de contribution financière				
	Réalizations (coût)	Année	Zone	Nbre de bâtiments	Coût des travaux (fcfa)	Remarques
		2000	Soignebougou Cinzana	3 4	8.667.000 12.140.000	B:3 unités A : 1unité, B:3 unités
		2001	Cinzana Katiena Soignebougou	1 2 2	2.908.000 6.403.000 5.816.000	B:1 unité A : 1 unité, B:1 unité B:2unités
		Total		12	35.934.000	
		Investissement humain	Expert japonais en amélioration de conditions de vie : 2 mois /pers et Homologue malien			
Résultats attendus		Animation des activités du terroir et promotion de formation en alphabétisation Acquisition de techniques de construction de bâtiments et de leur gestion				
Situation d'utilisation	Parcours d'exécution	Juin – nov. 2000 : État des lieux par l'étude PRA et étude de ligne de base permettant de recueillir le besoin de la population Déc. 2000 : Concertation entre la JICA et le CGTV, élaboration du programme d'activités Janv. – mars 2001 et déc.2001 – mars 2002 : construction de salles de réunion Depuis avril 2001 : Mis en service, encadrement et suivi Oct. 2002 : formation technique de gestion				

gestion	<p>L'inspection régulière des salles de réunion et leur nettoyage s'effectuent dans tous les villages Pour ce qui est des réparations effectuées, les portes des W-C ont été réparées dans cinq villages et les travaux de remblai des alentours de la salle ont été effectués dans un village Les salles sont propres et les équipements bien entretenus. Cependant, les fissures du mur extérieur des salles de réunion bâties en 2000 causées par deux saisons des pluies n'ont pas encore été sérieusement réparées Le groupe de gestion se réunit environ une fois par mois pour effectuer l'inspection et le nettoyage de la salle de réunion</p>
utilisation	<p>Chaque village effectue le suivi de l'utilisation de la salle en relevant chaque jour le nombre d'utilisateurs et la raison de l'utilisation de la salle. De ce suivi, il ressort les constatations suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - La salle est utilisée en moyenne 5 jours par mois avec un nombre total d'utilisateurs de 439 personnes par mois. Dans l'ensemble, on peut dire que la salle est bien utilisée - D'un village à l'autre, le taux d'utilisation de la salle peut varier de 0.6 à 14 jours par mois. - En général, la salle est plus fréquemment utilisée pendant la saison sèche que pendant la période de culture - Dans l'ordre, les raisons de l'utilisation de la salle sont ① Les stages d'alphabétisation et autres formations ② Les réunions du CGTV et des GAS ③ divers
Conséquences	<p>Base des activités du CGTV, la salle est utilisée pour les formations et par le CGTV et des groupes de femmes. Son principal atout est la possibilité de se réunir même la nuit et/ou pendant la pluie. Sur 9 des 12 villages, 12 cours au total d'alphabétisation ont été organisés de la propre initiative de villages. Au village de Bougan, l'infrastructure se sert d'école primaire. Elle contribue donc largement à la promotion de la formation en alphabétisation. Des maçons ont été formés dans les villages au cours de la construction, ce qui permet d'employer cette technique à la construction et la réfection d'autres bâtiments de villages</p>
Evaluation	<p>① Évaluation de la population (Extrait du résultat de l'enquête auprès de la population et de l'évaluation participative) L'infrastructure ayant été construit avec la participation de 93% de la population et maintenant utilisé par 97% de celle-ci, on peut dire que la population s'est entièrement appropriée cette infrastructure La population estime que la construction de la salle de réunion a permis de : 1) animer les activités du CGTV (41%) 2) organiser des réunions la nuit (11%) ② Évaluation de la mission d'étude La fourniture de travail s'est à peu près assurée dans le respect des critères adoptés Il en a été de même pour la mise à disposition bénévole des terrains et des briques nécessaires : cependant, pour ce qui est de la fourniture des briques, non seulement aucun village ne les a confectionnées dans la période initialement prévue, mais la plupart des villages ont accusé jusqu'à 3 mois de retard. Il faudrait donc prévoir une sanction (dans l'avenir) A l'occasion de la construction des bâtiments, le SLACAER de Ségou a formé deux plâtriers (maçons) par village. Ces maçons, qui ont non seulement construit mais aussi dirigé et encadré, ont joué un rôle déterminant dans la construction ultérieure des moulins et des banques de céréales. Grâce à eux on peut dire que tous les villages ont acquis les rudiments de la maçonnerie Les habitants eux-mêmes assurent la gestion sur la base du système et des règlements qui ont été érigés On peut conclure que la construction et la gestion autonomes par les villageois sont possibles Cependant seuls 5 villages ont déjà entrepris la réfection de l'enduit : il faudrait donc promouvoir la nécessité de réfection annuelle, condition vitale de la lutte contre usure de constructions Dans l'ensemble, les salles sont bien utilisées mais, d'un village à l'autre, il y a des écarts dans le nombre de jours d'utilisation. Dans les villages où le nombre de jours utilisés est réduit, il faut en déterminer les causes et amener le CGTV à faire de la salle de réunion la base de ses activités Il convient d'inclure cette activité dans le schéma directeur</p>
Répercussions sur le Schéma directeur	<p>Aucune contribution financière n'est demandée lors de l'exécution des tâches expérimentales ; cependant, vu l'importance vitale de ces tâches et la capacité financière des bénéficiaires, le paiement de contributions financières est envisagé au niveau du Schéma Directeur d'en raison de 200 000 FCFA par module La période de construction devra être déterminée en concertation avec le CGTV, et la sanction applicable au CGTV sera prévue lors de non-respect de l'engagement tel que la fourniture de main d'œuvre. Après la mise en service de l'infrastructure, les agents polyvalents vont promouvoir la nécessité d'entretien</p>

Tableau 2.2.1.8 Récapitulatif des résultats de suivi (Formation des formateurs en alphabétisation)

Rubrique		Description							
Objectifs		Former des formateurs en alphabétisation habitant le village							
Contexte		Le taux d'alphabétisation des villages est très faible. L'amélioration du taux d'alphabétisation est indispensable pour assurer la vulgarisation efficace des activités de développement et la bonne gestion des installations. Cependant, faire appel à des formateurs extérieurs à chaque formation en alphabétisation semble peu efficace et peu réaliste tant au plan financier qu'à celui de l'opportunité							
Rubriques du projet expérimental		Formation de formateurs villageois en alphabétisation							
Planification / Contenu d'exécution	Conditions nécessaires d'adoption	Etape initiale	proposé par la mission d'étude JICA Sélection de villageois habitant dans le village et pouvant servir de formateurs pour l'alphabétisation dans l'avenir						
		Etape complémentaire	Les formateurs villageois, trésoriers CGTV et secrétaires ayant le niveau d'alphabétisation faible						
	Souhait	Etape initiale	12 villages (exécuté cette fois-ci sur proposition de la mission d'étude JICA dans le cadre de l'appui à la création du CGTV)						
		Etape complémentaire	4 villages de la zone de Soignebougou (Dafimbougou, Siradoba, Fabougou et Dougoutiguibougou)						
	Adoption	Etape initiale	12 villages						
		Etape complémentaire	4 villages de la zone de Soignebougou (Dafimbougou, Siradoba, Fabougou et Dougoutiguibougou)						
	Critères	Etape initiale	Le CGTV sélectionnera des villageois habitant dans le village et pouvant servir de formateurs pour l'alphabétisation dans l'avenir						
		Etape complémentaire	Villageois pouvant continuer à rester dans le village et servir de formateurs pour l'alphabétisation, de secrétaires du CGTV, GAS ou de la caisse villageoise et ayant le niveau d'alphabétisation au-dessous de III Le CGTV et les coordinateurs locaux sélectionnent des villageois remplissant les critères Prise en charge des manuels par les participants						
	Méthode	Etape initiale	jours						
		Etape complémentaire	Confiée à une ONG locale, cette formation d'une durée de 30 jours a réuni les participants dans la salle de réunion du village de Dougoutiguibougou						
	Réalizations	Etape initiale	Année/z one	Village	Participan ts (pers.)	Niveau après stages			
			20/jan à 2/mars 2001 Katiéna	Kokoun	3	III	X	X	
				Bougan	3	I	II		I
			20/jan à 2/mars 2001 Cinzana	Dlaba	3	I	II		I
N'Dinzana were				2	I	II			
Sinébourgou				3	I	I		I	
20/jan à 2/mars 2001 Soigneb ougou			Zambougou	3	I	I		III	
			Zangourabougou2	3	I	I		I	
			Dafimbougou	3	II	III	VIII		
			Sakoibougou	3	I	I		I	
			Siradoba	3	I	II	XI		
Total			Fabougou	3	II	X	X		
			Dougoutiguibougou	3	III	VIII	XI		
Le coût est inclus dans celui de l'activité d'appui à la création du CGTV		36							
Etape	Soigne	Dafimbougou	0						

		complémentaire	bougou	Siradoba	5	3 des 5 participants sont atteints le niveau 1
				Fabougou	0	
				Dougoutigoubougou	6	3 des 5 participants sont atteints le niveau 1
			Total	coût : 1 109 155FCFA	11	
Résultats attendus		Les formateurs villageois en alphabétisation seront formés dans tous les villages				
Activités menées	Mise en oeuvre	Le premier volet de la formation des formateurs en alphabétisation a eu lieu entre janvier et février 2001, pour une durée de 15 jours Une formation complémentaire de formateurs en alphabétisation a été effectuée entre mars et avril 2002, pour une durée de 30 jours				
	Gestion/ utilisation	Période et nombre de participants à la formation en alphabétisation organisé par le CGTV et animé par les formateurs formés (données arrêtées en fin novembre 2001)				
			Premier volet		Deuxième volet	
		Bougan	Du 1 ^{er} mars au 14 avril 2001 Participants : 23 (dont 5 femmes)		Du 28 sept. au 28 nov. 2002 Participants : 20 (dont 0 femme)	
		Kokoun	Du 12 fév. au 8 juin 2001 Participants : 40 (dont 15 femmes)		Du 8 mai au 2 juillet 2002 Participants : 42 (dont 12 femmes)	
		Dlaba	Du 30 avril au 3 juin 2001 (la nuit) Participants : 13 (dont 2 femmes)			
		N'Dinzana were	Du 13 mars au 4 mai 2001 Participants : 28 (dont 0 femme)			
		Sinébougou	Depuis 18 septembre 2002 (en cours : au 25/11/02) Participants : 40 (dont 12 femmes)			
		Zambougou	Du 9 fév. au 15 mars 2002		Du 26 juillet au 29 août 2002 Participants : 91 (dont 29 femmes)	
		Zangourabougou2	Du 22 avril au 6 mai 2002 (1e jour) Participants : 40 (dont 10 femmes)			
		Siradoba (Bougounina)	Du 10 avril au 9 mai 2002 (23 jours) Participants : 10 (dont 4 femmes)			
		Fabougou	Du 10 au 21 oct. 2002 (12 jours) Participants : 13 (dont 3 femmes)			
Dougoutigoubougou	Du 24 avril au 25 mai 2002 (20 jours) Participants : 11 (dont 7 femmes)					
Implications		Au total, 371 villageois (dont 99 femmes) ont bénéficié de la formation en alphabétisation grâce aux formateurs villageois formés par la présente formation, ce qui contribue au bon déroulement des activités du projet				
Evaluation	Etape initiale	Des formateurs ayant le niveau au-dessus de II ont été nommés pour 10 des 12 villages Il est nécessaire de rendre public les niveaux des participants avant et après la formation Il faut répartir les participants en plusieurs classes en fonction de leur niveau Il faut ajuster la durée de la formation en fonction du niveau des participants Une période de 15 jours est trop courte pour rendre les apprenants du niveau initial au-dessous de III au niveau I La rémunération et les devoirs des formateurs doivent être préalablement fixés par le CGTV, et l'accord des participants doit être exigé pour participer au stage				
	Etape complémentaire	7 des 11 participants ont atteint au moins le niveau III, requis pour être reconnu comme alphabète Le village de Dafinbougou a modifié des candidats-participants juste avant le stage ; en outre, le premier jour de la formation, les participants des villages de Dafinbougou et de Fabougou ont refusé de participer à cause de problèmes culturels avec le village de Dougoutigoubougou. Le nombre prévu de participants a donc diminué de 20 à 11, ce qui est principalement dû à l'insuffisance d'explication préalable aux participants sur les conditions de participation. Il est nécessaire qu'un accord écrit doive être préalablement signé par la mission d'étude JICA, le CGTV et les participants sur les devoirs pendant et après la formation En tenant compte des frais de restauration pour les participants venant d'autres villages, il est moins coûteux d'envoyer le formateur village par village au lieu de réunir les participants dans un village donné La présente activité semble très pertinente et doit être incluse dans le schéma directeur				
Points à prendre en compte pour le schéma directeur		Envoyer le formateur en alphabétisation village par village au lieu de réunir des participants en la ville étant plus efficace, il est prévu d'employer des formateurs et les envoyer à chaque village Dans un tel cas, la durée d'envoi sera de 90 jours par village Il est recommandé que, préalablement à la formation, l'accord entre le CGTV et les participants doit être obtenu sur leur nomination éventuelle comme formateur villageois à l'issue de la formation ainsi que sur la rémunération				

Tableau 2.2.1.9 Récapitulatif des résultats de suivi [Formation en alphabétisation dans le village]

Rubrique		Description						
Objectifs		Augmenter le niveau d'alphabétisation des villages						
Contexte		Le taux d'alphabétisation des villages est très faible. Son amélioration est indispensable pour assurer la vulgarisation efficace des activités de développement et la bonne gestion des infrastructures						
Rubriques du projet expérimental		Les formateurs issus de la formation des formateurs se chargent de l'alphabétisation dans le village						
Contenu d'exécution	Conditions nécessaires d'adoption	(Proposé par la mission d'étude JICA) La rémunération des formateurs sera prise en charge par le village						
	Souhaits	12 villages (exécuté sur proposition de la mission d'étude JICA dans le cadre du soutien à la création du CGTV)						
	Adoption	12 villages						
	Normes	Le village prendra en charge la rémunération des formateurs Les lampes et manuels seront à la charge de la mission d'étude JICA						
	Méthode	Evaluation de la formation au consultant local (BEAGGES) Dans chaque village, la formation de 45 jours a eu lieu pour environ 30 personnes						
	Planification Réalisations	Année/ zone	Village	Période (jours)	Participants		Candidats admis (Supérieur au niveau III)	
					Total	F	H	F
		2001	Kokoun	du 9/2 au 9/4 (45)	30	?	7	1
		Katiena	Bougan	du 9/2 au 9/4 (45)	30	?	7	0
		2001	Dlaba	du 8/2 au 11/4(45)	30	?	9	2
		Cinzana	N'Dinzana were	du 8/2 au 11/4 (45)	21	?	4	0
			Sinébougou	du 8/2 au 11/4 (45)	30	?	8	0
Zambougou			du 8/2 au 11/4 (45)	47	20	6	1	
Zangourabougou2			du 8/2 au 11/4 (45)	38	?	11	1	
2001		Dafimbougou	du 8/2 au 26/3 (45)	30	7	0	0	
Soigne-bougou		Sakoibougou	du 8/2 au 26/3 (45)	33	6	17	3	
	Siradoba	du 8/2 au 26/3 (45)	26	11	6	0		
	Fabougou	du 8/2 au 26/3 (45)	30	14	4	1		
	Dougoutiguiougou	du 8/2 au 26/3 (45)	30	9	4	0		
Total			375					
Résultats attendus		Les membres du CGTV et tous les participants ont amélioré leur niveau d'alphabétisation						
Activités menées	Mise en oeuvre	Effectué entre le 8 février au 11 avril 2001						
	Gestion et utilisation	Les formations effectuées à l'initiative du GCTV sont regroupés dans la colonne « gestion/utilisation » du tableau « formation des formateurs »						
Implications		L'amélioration du niveau en alphabétisation des principaux acteurs a permis une meilleure réalisation des activités pilotes						
Evaluation		Les formateurs de certains villages n'ayant pas atteint le niveau d'alphabétisation requis pour être formateur, le niveau de leurs cours est bas. Cependant, pratiquement tous les participants ont amélioré leur niveau à l'issue du stage						
Points à prendre en compte pour le schéma directeur		Les candidats doivent atteindre le niveau I pour être nommés formateur villageois d'alphabétisation dans le village Les agents polyvalents doivent encadrer le CGTV, les formateurs et les participants pour qu'ils se mettent d'accord préalablement sur les conditions du travail des formateurs et la prise en charge des participants Avant de participer à la formation, les participants doivent s'engager à respecter leurs devoirs (prise en charge des frais de manuel, participation aux tests d'évaluation avant et après formation, obligation de présence, accord de la famille)						

4) Organisation des habitants

Les activités d'appui à l'organisation des habitants consistent en : ① sensibilisation par la projection vidéo à la lutte contre la désertification ; ② appui à la création du CGTV.

Tableau 2.2.1.10 Récapitulatif des résultats de suivi [Sensibilisation par la projection de vidéos sur la lutte contre la désertification]

Rubrique		Description					
Objectifs		Sensibilisation audio visuelle des villageois à la nécessité d'entreprendre eux-mêmes de manière active et organisée les différentes activités de lutte contre la désertification					
Contexte		Les villageois sont conscients de la dégradation des ressources naturelles, mais ils ne savent pas quoi faire					
Rubriques du projet expérimental		Activités de sensibilisation par vidéos					
Planification Contenu d'exécution	Conditions nécessaires d'adoption	C'est une proposition de la mission d'étude, aucune condition n'est nécessaire					
	Souhait	12 villages					
	Adoption	12 villages					
	Normes	Vidéos sur les mesures de conservation des sols, les foyers améliorés, l'amélioration de la vie des femmes, le moulin, la méthode de gestion du terroir et aussi les cassettes de distractions					
	Méthode	Les homologues équipés d'un magnétoscope, de cassettes vidéos, d'un moniteur et d'un groupe électrogène ont effectué la tournée de sensibilisation					
	Réalisations (coût)	Moniteur et groupe électrogène : 800 000FCFA, cassettes vidéos didactiques : 450 000FCFA					
	Input humain	< Mission d'étude > acquisition des cassettes vidéos et programmation de la diffusion < Partie malienne > tournée de projection par les homologues					
Résultats attendus		Par la diffusion des cassettes vidéos de sensibilisation, éveil de la population à la nécessité de lutte contre la désertification et la présentation des mesures de lutte					
Actions menées	Mise en oeuvre	Année/zone	Village	Période	Participants		
					Total	F	H
		2000/Katiéna	Kokoun	10/12~10/13	26	21	5
			Bougan	10/13~10/14	28	24	4
		2000/Cinzana	Dlaba	10/7~10/8	7		
			N'Dinzana were	10/9~10/10	SR		
			Sinébougou	10/5~10/6	22	15	7
			Zambougou	10/8~10/9	14	12	2
		2000/Soignebougou	Zangourabougou2	10/6~10/7	21	15	6
			Dafimbougou	9/27~9/28	16	12	4
	Sakoibougou		9/27~9/28	23	23	0	
	Siradoba		10/1~10/2	10	9	1	
		Fabougou	9/29~9/30	12	11	1	
		Dougoutiguibougou	9/28~9/29	13	9	4	
		Total		200			
Gestion / utilisation	Equipement	Magnétoscope, moniteur et groupe électrogène					
	Système de gestion	Gérés par la mission d'étude JICA					
	Gestion et utilisation	En dehors de ce qui précède, les cassettes ont été utilisées une fois dans le volet Forêt. Elles sont aussi utilisées par les coordinateurs locaux à discrétion dans les zones de Katiéna et Cinzana					
Implications		Les habitants ont compris la nécessité d'organiser la lutte contre la désertification (conservation des ressources naturelles) et ils pensent être à même de le faire					
Evaluation		La vidéo est un bon moyen de sensibilisation des villageois La fréquence d'utilisation des équipements a été insuffisante. La vidéo peut servir à motiver les villageois quand ils sont réunis L'information préalable à la diffusion auprès de la population est indispensable					
Points à prendre en compte pour le schéma directeur		Moyen efficace de sensibilisation de la population, chaque cercle sera doté d'un équipement audiovisuel. Il est recommandé d'identifier le responsable chargé de la gestion des équipements et d'établir un plan d'utilisation					

Tableau 2.2.1.11 Récapitulatif des résultats de suivi [Appui à la création du CGTV]

Rubrique		Description
Objectifs		Organiser les habitants pour qu'ils développent et gèrent eux-mêmes les ressources naturelles et socio-économiques du terroir.
Contexte		Les organisations du village ne sont pas structurées pour la réalisation des activités de développement du village. La lutte contre la dégradation avancée de ressources naturelles ne se limitant pas à l'échelle individuelle, une organisation chargée du développement est requise pour la gestion durable et efficace du terroir.
Rubriques du projet expérimental		Sélection des membres du comité de gestion du terroir villageois (CGTV) Établissement de la convention CGTV et enregistrement du CGTV à la Commune
Planification Contenu d'exécution	Conditions nécessaires d'adoption	Absence actuelle de CGTV dans le village
	Adoption	Mise en place dans tous les 12 villages pilotes
	Normes	Confirmation de la volonté générale des villageois
	Méthode	Activité confiée au consultant local (BEAGGES) Étude et correction par le CGTV du brouillon de la convention établie par la mission d'étude JICA Sélection des membres du comité de gestion du terroir villageois (CGTV) et enregistrement du règlement de celui-ci auprès de la Commune
	Réalisations (coût)	5 8160 000FCFA (coûts des formations des formateurs, en alphabétisation, en leadership, et en comptabilité inclus)
	Investissement humain	<Mission d'étude> Appui à la création du GCTV à travers les coordinateurs locaux <Partie malienne> Sensibilisation par les homologues
Résultats attendus		Gestion efficace et organique des activités
Actions menées	Mise en place	Entre septembre et novembre 2000, plusieurs assemblées ont été organisées dans les villages pour l'élection des membres du comité et l'élaboration des statuts et des règlements intérieurs. En décembre, les comités sont enregistrés auprès de Communes.
	Gestion/ utilisation	Les CGTV sont gérés avec l'appui des coordinateurs locaux en cas de besoin. Les assemblées générales et les réunions spécialisées du CGTV sont organisées au besoin Les CGTV ont été créés sans à-coups dans tous les villages Les statuts, règlements intérieurs et conventions ont été modifiés au besoin mais dans la plupart des cas, leurs modifications ne sont pas déclarées à la commune. Dans les CGTV de la zone de Soignebougou, au début, il était impossible de changer les membres du CGTV qui ne donnaient pas satisfaction. Actuellement le CGTV de chaque village est en train de modifier de lui-même les statuts et les membres L'activité du CGTV de la zone de Cinzana est la plus dynamique et la tenue du procès-verbal est bien faite. Par contre, dans la zone de Soignebougou, l'activité est relativement moins dynamique
Implications		Les CGTV créés servent d'interlocuteurs pour la mise en œuvre de différentes activités, ce qui permet la gestion efficace de celles-ci. L'autonomie du CGTV est suffisamment assurée.
Evaluation	Par la population	Tous les membres du CGTV enquêtés ont déclaré être satisfaits de la création du CGTV. Ils répondent d'ailleurs que le CGTV restera nécessaire. Par contre, deux tiers d'entre eux répondent qu'ils ne comprennent pas suffisamment leurs rôles. Quant à la durabilité des activités du CGTV, 10 villages sur 12 répondent être sûr de pouvoir poursuivre les activités.
	Par la mission d'étude	Lorsque quelqu'un d'extérieur contacte le village, les habitants pensent qu'« en organisant comme ils le disent, on peut avoir du bénéfice ». Le CGTV remplit suffisamment le rôle d'organisme d'exécution des activités de développement du village Ce sont les compétences en alphabétisation et en comptabilité des villageois qui influencent le plus la qualité du fonctionnement
Répercussions sur le schéma directeur		Dans le projet expérimental, les CGTV devraient être créés à l'issue d'une étude participative (PRA), mais comme leur création s'est révélée facile, les agents polyvalents vont encadrer les villages pour la création proprement dite, puis, ultérieurement pour la modification éventuelle des statuts ou des membres La compréhension de la population n'étant pas suffisamment assurée par une seule formation en leadership, un encadrement continu par les agents polyvalents doit être prévu en fonction de degré de compréhension des villageois

5) Système de micro-crédit

**Tableau 2.2.1.12 Récapitulatif des résultats de suivi
[Appui à la création d'un système de micro-crédit]**

Rubrique		Description			
Objectifs		Répondre aux besoins financiers des villageois pour les activités de développement Par octroi du crédit, améliorer la capacité de programmation, de mise en oeuvre et de gestion du projet des villageois Convertir la coutume d'épargne en bétail l'épargne monétaire en assurant aux habitants la proximité du crédit et de l'épargne			
Contexte		Bien que les besoins de fonds des villageois soient importants, il n'existe pas de système de financement moderne dans 11 des 12 villages (sauf Zambougou). Il y a une banque dans la ville voisine, mais presque tous les villageois ne peuvent pas y aller			
Rubriques du projet expérimental		Créer un système de micro-finances dans chaque village Instaurer la gestion du système par le CGTV			
Planification / Contenu d'exécution	Conditions nécessaires d'adoption	Demande des villages Prise en charge par le village de 20% du prix d'achat du coffre fort			
	Souhaits	11 villages (sauf le village de Zambougou où un système de microfinances existe déjà)			
	Adoption	11 villages (sauf le village de Zambougou où un système de microfinances existe déjà)			
	Actions menées	Distribution des coffre-forts. Vérification de la constitution de fonds à partir de la contribution financière des villageois, déduit de divers subsides obtenus pour les activités du projet expérimental Élaboration des règlements. Sélection des responsables. Formation en comptabilité des responsables du fonds (7 jours). Stage de visite dans les zones avancées. Encadrement technique régulier dans un premier temps. Constitution d'une association des caisses villageoises et signature d'un accord avec le Ministère des Finances. Ouverture d'un compte de l'association à la BNDA (Banque Nationale de Développement Agricole) et négociation avec la banque pour octroi de crédit.			
	Normes	Distribution des coffre-forts. Vérification par la mission d'étude du paiement des contributions initiales Appui au fonctionnement du système confié par un consultant local			
	Réalisations (coût)	Acquisition des coffre-forts : 2 530 000FCFA Coût de l'appui : Du 29 juin 2001 au 24 janvier 2002 : 25.000.000FCFA Du 23 janvier 2002 au 1 ^{er} mai 2002 : 2.000.000FCFA Du 21 juin 2002 au 30 janvier 2003 : 13.800.000FCFA Visite des zones avancées : le 3 septembre 2001 : 1.500.000FCFA			
Résultats attendus		Fournir le fonds nécessaire à l'activité de petit commerce des habitants Par octroi du crédit, améliorer la capacité de programmation, de mise en oeuvre et de gestion de projet des habitants			
Activités menées	Réalisations(résultat de la formation des comptables)	Village	Nbre de Participants (dont femmes)	Degré de compréhension de plus de 50%	
		Kokoun	2(0)	2 participants sur 2	
		Bougan	2(0)	1 participant sur 2	
		Dlaba	2(1)	2 participants sur 2	
		N'Dinzana were	2(0)	1 participant sur 2	
		Sinébougou	2(0)	2 participants sur 2	
		Zangourabougou2	2(0)	2 participants sur 2	
		Dafimbougou	2(0)	Aucun participant sur 2	
		Sakoibougou	2(1)	2 participants sur 2	
		Siradoba	2(0)	Aucun participant sur 2	
		Fabougou	2(0)	Aucun participant sur 2	
Dougoutiguibougou	2(0)	1 participant sur 2			
Total		22			
Données arrêtées en fin décembre 2002	Village	Montant total d'épargne (fcfa)	% d'adhérents sur actifs villageois (15 - 55 ans)	Taux de remboursement des crédits arrivant à l'échéance en fin décembre 2002	
	Kokoun	2.290.000	22	100	

		Bougan	1.209.000	20	94
		Dlaba	1.396.955	32	100
		N'Dinzana were	1.100.930	44	97
		Sinébougou	975.705	32	100
		Zangourabougou2	908.235	44	95
		Dafimbougou	788.900	33	100
		Sakoibougou	1.229.995	37	100
		Siradoba	504.450	45	100
		Fabougou	1.050.000	22	100
		Dougoutiguibougou	1.102.970	35	100
				33%(en moyenne)	99%(en moyenne)
Etat de gestion		village	Système de gestion	Gestion et utilisation	
		11 villages	Comité de gestion de la caisse villageoise	Bon jusqu'à présent. Pas de problèmes majeurs sur le plan financier	
Etat de fonctionnement	<p>Le prêt a commencé plus vite que prévu juste après la distribution des coffre-forts. Cela laisse à penser que les besoins financiers étaient forts</p> <p>Capacité de gestion : la capacité de gestion des caisses villageoises s'améliore grâce à la formation continue en comptabilité et à la responsabilisation des acteurs</p> <p>Une association regroupant les 11 caisses villageoises a été créée le 4 septembre 2002, dans le village de Sinebougou</p> <p>Le 16 septembre 2002, l'association a été enregistrée auprès du Cercle de Segou en vue de son agrément par le Ministère des Finances</p> <p>Le 29 novembre 2002, ouverture d'un compte à la BNDA au nom de l'association</p> <p>Certains comptables, ayant un niveau insuffisant, ont encore besoin de formation en comptabilité</p> <p>Il a été constaté que certains villages ont arbitrairement accordé des crédits à intérêt différent de celui prévu en utilisant les contributions villageoises, ce qui a contraint à harmoniser les activités financières des caisses. Il a donc été décidé de mettre désormais en dépôt à terme toutes les contributions villageoises au nom du CGTV</p> <p>98%de crédits déjà octroyés sont destinés aux activités commerciales individuelles (petit commerce), ce qui serait partiellement dû au fait qu'il y a encore le soutien du projet expérimental.</p>				
	<p>Implications</p> <p>Activités économiques des villages : le nombre de prêts accordés a augmenté de 250% entre fin juillet (368 cas) et fin décembre (908 cas), ce qui démontre la contribution des caisses au développement de villages. Parmi ces prêts, 54% ont été destinés à des femmes. La caisse contribue donc largement à augmenter le revenu des femmes</p>				
Evaluation	Par la population	A l'évaluation participative, les hommes et les femmes ont tous les deux fortement apprécié la création du système de micro-crédit			
	Par la mission d'étude	<p>On peut observer qu'un bon fonctionnement du système de micro-crédit tend à promouvoir le développement durable du village.</p> <p>Les opérations financières sont actives et le taux de remboursement est proche de 99%, ce qui démontre la bonne gestion des caisses</p> <p>Encadrement par les agents polyvalents pour rendre régulièrement compte l'état des prêts aux assemblées générales du village.</p> <p>Cette activité est indispensable et doit être prévue dans le schéma directeur</p>			
Points à prendre en compte pour le schéma directeur	<p>Comme conditions nécessaires d'adoption, il faut prévoir dans le règlement intérieur que toutes les contributions villageoises soient mises en dépôt à terme dès la première année et que les sommes nécessaires à l'entretien des infrastructures et aux activités non génératrices de revenu ne soient perçues par le CGTV qu'après production des intérêts du dépôt à terme (se référer à la Figure 2.2.1.1 sur le système de micro-crédit proposé dans le schéma directeur).</p> <p>Il s'est avéré que l'enregistrement de l'association des caisses villageoises après sa création (caisses villageoises d'épargne et de crédit autonome) est plus facile et préféré par les villageois à l'enregistrement de chaque caisse villageoise (caisse mutualiste). Le système d'association de caisses villageoises d'épargne et de crédit autonome est donc prévu dans le schéma directeur (se référer à la Figure 2.2.1.2).</p>				

Figure 2.2.1.1 Mécanisme du micro-crédit

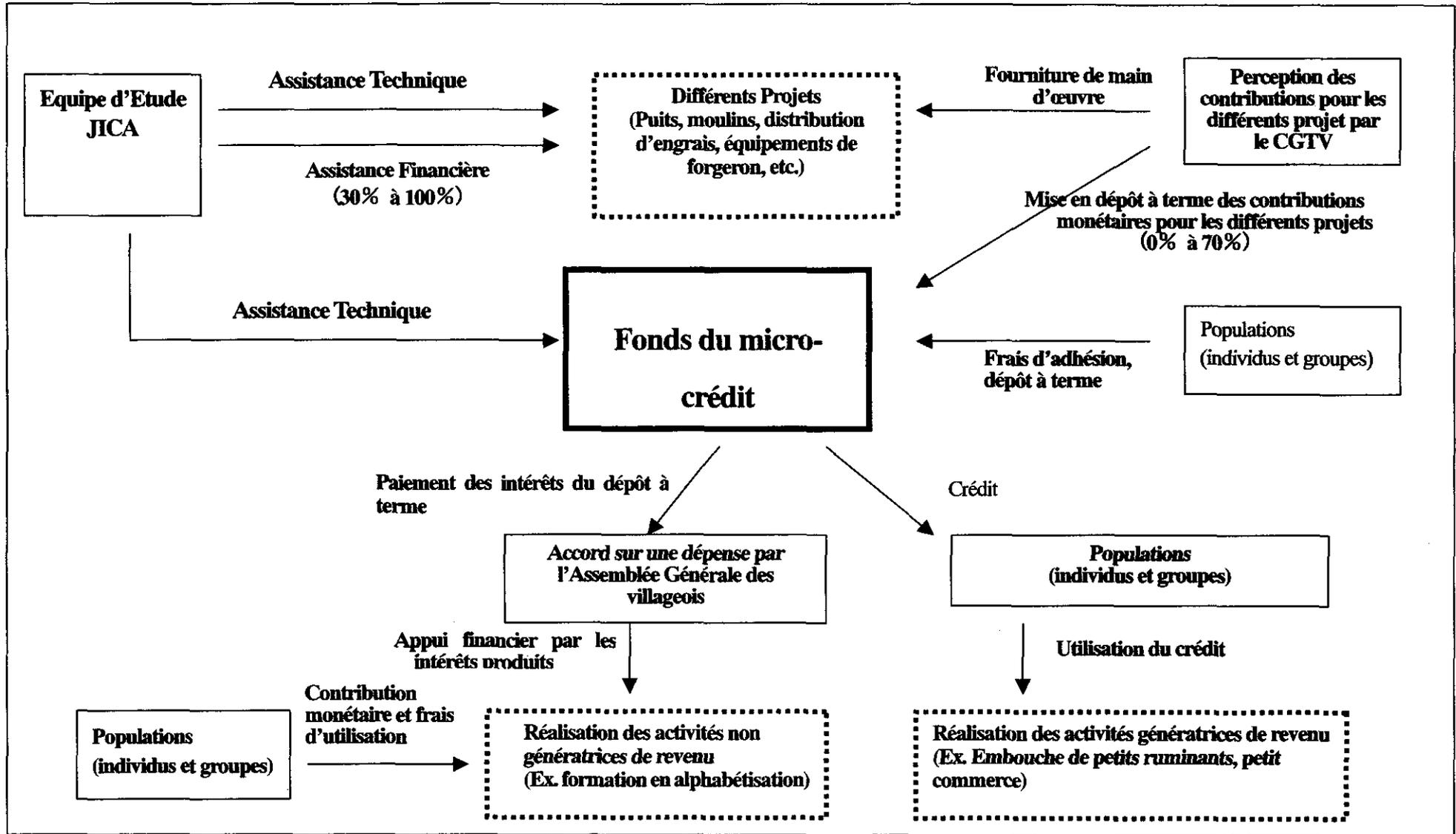
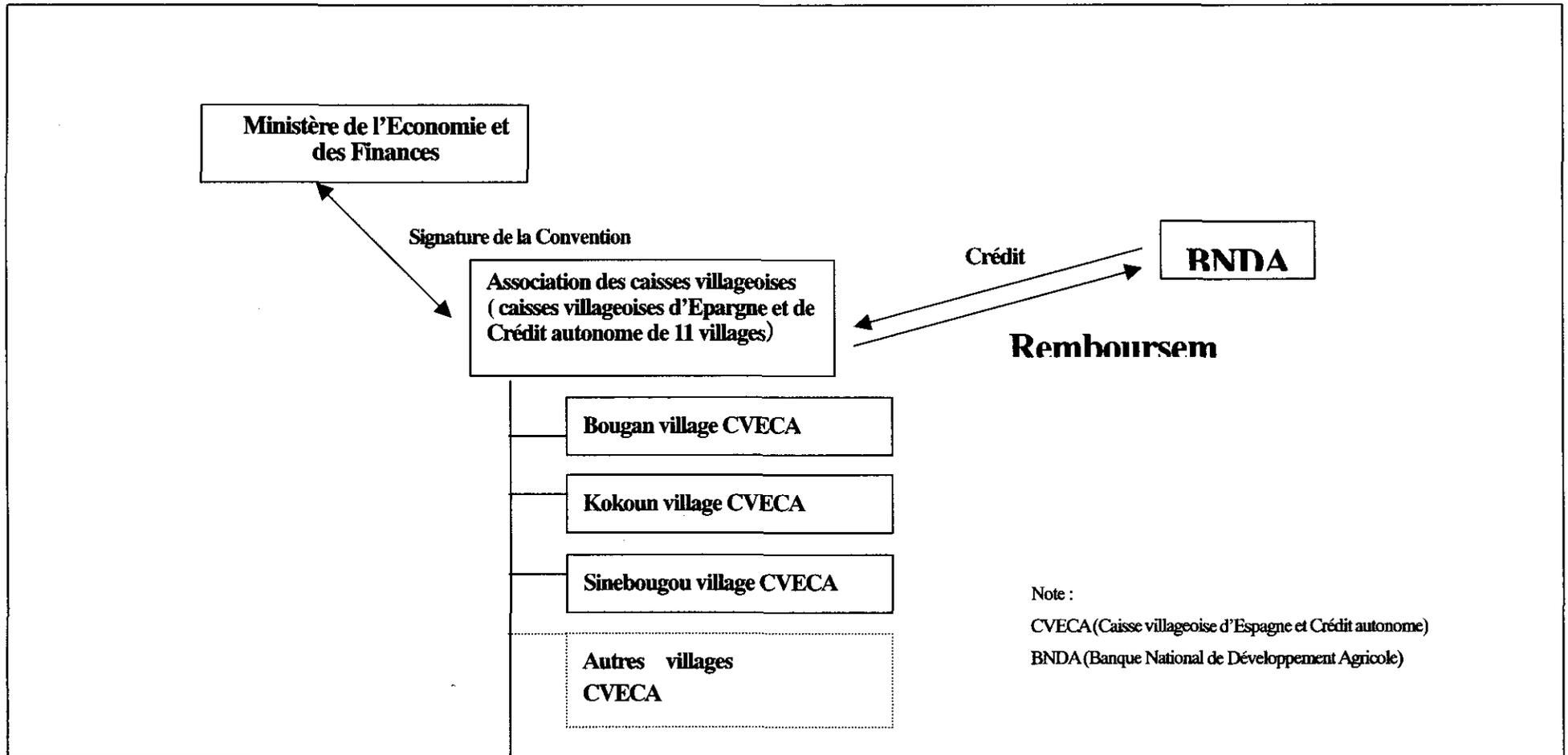


Figure 2.2.1.2 Mécanisme du micro - crédit



2.2.2 Satisfaction des Besoins Humains Fondamentaux (BHN)

Tableau 2.2.2.1 Récapitulatif des résultats de suivi (Aménagement de puits pour l'eau potable)

Rubrique		Description						
Objectif		Fourniture d'eau saine pour la vie quotidienne par l'aménagement de puits modernes						
Contexte		<p>L'eau pour la vie quotidienne dans la zone de l'étude expérimentale est entièrement fournie à partir de puits</p> <p>Des puits modernes ont été aménagés dans certains villages par des organisations d'aide, mais des puits traditionnels sont utilisés dans la plupart des villages</p> <p>Les puits traditionnels ont des problèmes de pollution de l'eau, travaux de gestion importants, efficacité de puisage faible etc.</p> <p>L'aménagement de puits modernes est nécessaire pour assurer l'eau indispensable pour la vie quotidienne de manière stable</p>						
Rubriques du projet expérimental		<p>Méthode de construction des puits avec participation des villageois</p> <p>Gestion des puits par les villageois</p>						
Planification	Conditions nécessaires d'adoption	<p>Aménagement d'un puits pour 500 personnes dans tous les villages (forages, puits modernes existants y compris)</p> <p>Établissement d'un règlement et d'un système de gestion par les villageois, accord pour la fourniture de la main d'œuvre à titre gratuit, la contribution financière en espèces (150.000 F CFA) et mise à disposition des terrains</p>						
	Souhait	<p>Dans 5 des 7 villages, souhait d'aménagement de 10 puits (villages de la zone de Soigneboucou exclus)</p> <p>Selon l'étude PRA, première priorité dans 4 des 5 villages précités (nécessité urgente dans ces villages)</p>						
	Adoption	<p>Suivant le critère d'aménagement d'un puits pour 500 villageois, adoption de construire 6 puits au total (villages de la zone de Soigneboucou exclus) :</p> <p>Zone de Katiena: 2 dans le village de Kokoun, 1 dans celui de Bougan</p> <p>Zone de Cinzana: 2 dans le village de Zambougou, 1 dans celui de N'dinaware</p>						
Construction	Structure	<p>Puits modernes : Diamètre intérieur : 1,8 m, en béton armé et installation d'un tubage</p> <p>Partie supérieure : Margelle : 80 cm Dalles de béton sur un rayon de 2 m autour du puits, mur en béton pour empêcher la pénétration du bétail</p> <p>Installation de pompage : poutre en fer permettant d'installer 4 poulies pour le puisage</p>						
	Méthode	<p>Commissionné à des entreprises de construction locales</p> <p>Fourniture de travail simple par les villageois (en raison de 5 personnes par jour et par puits)</p>						
	Réalisations (coût)		Année/zone	Village	Nombre	Profondeur: m	Coût de construction (fcfa)	Remarques
			2000 Katiena	Kokoun	2	17.85, 17.90	10.141.000	
				Bougan	1	22.20	5.736.000	
		2000 Cinzana	Zambougou	2	32.45, 34.9	16.200.000		
		N'dinaware	1	33.4	8.075.000			
	total			6		40.152.000		
Investissement humain		<p>Expert japonais en amélioration de conditions de vie 2 mois /pers, Expert japonais en nappe souterraine 2 mois /pers et Homologues maliens</p>						
Effets		<p>Assurer l'eau saine pour la vie quotidienne</p> <p>Gestion adéquate entreprise par la population (Respect du règlement et nettoyage régulier)</p>						
Etat de gestion	Suivi	<p>Juin – nov. 2000 : État des lieux par l'étude PRA et étude de ligne de base permettant de recueillir le besoin de la population</p> <p>Déc. 2000 : Concertation entre la JICA et le CGTV, élaboration du programme d'activités</p> <p>Janv. – mars 2001 : Construction des puits</p> <p>Depuis avril 2001 : Mis en service, encadrement et suivi</p>						
	Gestion	<p>Le groupe de gestion assure la planification de nettoyage et de surveillance</p> <p>Nettoyage se fait régulièrement et principalement par les femmes utilisatrices</p> <p>Le règlement de gestion est globalement respecté, hormis certains villages qui ont du mal à faire respecter la consigne de déchausser</p> <p>Aucune pénétration du bétail constatée</p>						
	Utilisation	<p>On utilise de plus en plus souvent les puits modernes à grand diamètre construits au détriment de puits traditionnels : le débit de puits construits est en croissance</p> <p>Fournisseur d'eau saine, les puits construits sont utilisés même par des habitants de villages riverains</p>						

Conséquences	<p>Les puits modernes à grand diamètre construits étant très bien utilisés, ils contribuent à augmenter la quantité d'eau pour la vie quotidienne et en conséquence à améliorer le niveau de vie</p> <p>Efficacité de pompage ne diffère pas considérablement par rapport aux puits traditionnels, certes, équipés de quatre poulies, les puits construits permettent de réduire le temps d'attente pour les utilisateurs ce qui est plus efficace</p> <p>Les puits ayant la colonne d'eau suffisamment importante et nécessitant moins de travaux de réfection, ils rassurent la population</p> <p>La qualité d'eau étant meilleure par rapport aux puits traditionnels, ces puits modernes fournissent de l'eau potable de qualité</p> <p>Toute infrastructure est maintenue en état de propreté grâce au système de gestion établi permettant le nettoyage régulier</p>
Evaluation	<p>① Évaluation de la population (Extrait du résultat de l'enquête auprès de la population et de l'évaluation participative)</p> <p>Les puits construits sont utilisés par 89% des UPA : 90% des UPA connaissent le contenu de règlement de gestion</p> <p>Les puits sont évalués : ① Bonne qualité d'eau par 50% des UPA et ② rassurants car l'eau est abondante même en saison sèche par 33% des UPA</p> <p>Selon l'enquête participative, les puits sont fortement appréciés par les femmes chargées de puisage</p> <p>En conclusion, on peut dire que les puits sont bien appréciés par la population</p> <p>② Évaluation de la mission d'étude</p> <p>Toutes les conditions (fourniture de main d'œuvre, établissement d'un système de gestion et contribution financière) ont été respectées. En particulier, la contribution financière a été entièrement versée promptement.</p> <p>Critère d'aménagement d'en raison d'un puits moderne pour 500 habitants ne permet pas pour un certain nombre d'habitants de hameaux de bénéficier de cette infrastructure</p> <p>Besoin fondamental de survie, assurer de l'eau saine étant une préoccupation majeure de haute priorité pour la population, la gestion de puits est donc fort bien assurée</p> <p>Ne nécessitant pratiquement pas d'entretien, donc pas de coût de maintien, cette infrastructure est bien adaptée à la condition actuelle de la population</p> <p>Bien que le forage soit meilleur en terme de la qualité d'eau et de la facilité de pompage, le puits à grand diamètre est mieux adapté au milieu, compte tenu de la capacité actuelle de la population en gestion et de moyens dont dispose celle-ci.</p> <p>Cette activité s'avère fort utile et devra être incluse dans le schéma directeur</p>
Répercussions sur le schéma directeur	Augmenter le montant de la contribution financière (de 150.000FCFA dans la mission d'étude à 300.000FCFA/par puits dans le schéma directeur) en tenant compte de la nécessité de l'action et de la capacité financière de la population

Tableau 2.2.2.2 Récapitulatif des résultats de suivi [Activité : aménagement de pistes]

Rubrique		Description
Objectifs		Amélioration de l'accès aux marchés
Contexte		La ville ou le village où se tient le marché sert de base pour la fourniture de matériaux et la vente de produits, et dispose d'un établissement médical et d'établissements scolaires Cependant, les routes pour accéder aux marchés ne sont pas bien aménagées : certains villages n'ont plus d'accès pendant la saison des pluies
Rubriques du projet expérimental		Méthode de construction de route avec participation des villageois Gestion des routes par les villageois
Planification	Conditions nécessaires d'adoption	Parcours adoptés: tronçons de route non aménagés, où le passage est difficile pendant la saison des pluies (dans la zone de l'étude expérimentale) Etablissement de règlements et d'un système de gestion par les villageois Fourniture de travail à titre gratuit, contribution en espèces pour 20% du matériel de gestion (150.000 F CFA) Mise à disposition des terrains
	Souhaits	Total des 3 zones Souhait d'aménager sur une longueur totale de 102 km en 11 parcours (l'étude PRA a relevé le besoin dans 10 villages)
	Adoption	Décision d'aménager les parcours à degré de priorité élevé dans chaque zone Zone de Katiena : Kokoun - Bougan, zone de Cinzana : Zambougou - Sinebougou, zone de Soignebougou : Siradoba - Dougoutiguibougou
Exécution	Structure	Largeur : 4 m, couche revêtement : 10 - 20 cm Radiers : type pont affaissé (revêtement en béton, l = 9, 18 m), Caniveau latéral excavé sans charpente
	Méthode	Recommandé à des sociétés de construction locale, fourniture de main d'œuvre simple par les villageois (15 personnes /jour)

	Année	Pistes	Longueur (km)	Coût de construction (FCFA)	Remarques
Réalisation (coût)	2000	Zone de Katiena Zone de Cinzana	4,6 4,2	26.900.000 25.000.000	Radier : 1 emplacement Travaux de revêtement (sauf les radiers)
	2001	Zone de Cinzana Zone de Soignebouyou	(4,2) 6,9	10.841.000 31.303.000	Radier : 6 emplacements Radier : 5 emplacements
	2002	Zone de Cinzana Zone de Soignebouyou	2,2 0,3	16.930.000 3.170.000	Radier : 1 emplacement Radier : 1 emplacement
	Total		18,2	114.144.000	
	Input humain	* Expert japonais en amélioration de conditions de vie : 2 mois /pers et Homologue malien			
Résultats attendus	Assurer l'accès aux marchés pendant la saison des pluies Acquisition de la capacité de la population à gérer les pistes				
Situation d'utilisation	Parcours d'exécution	Juin – nov.2000 : État des lieux par l'étude PRA et étude de ligne de base permettant de recueillir le besoin de la population Janv. – mars 2001, déc.2001 – mars 2002 et oct. – déc. 2002 : aménagement des pistes Depuis avril 2001 : Mise en service progressive au fur et à mesure des aménagement, encadrement et suivi Oct. 2002 : formation technique de gestion			
	Gestion	Le groupe de gestion se réunit environ une fois par mois pour inspecter les pistes Dans la zone de Katiena, les travaux de curage et de débroussaillage des fossés des deux bords de la piste ainsi que les travaux de réparation sont effectués régulièrement En 2001 et en 2002, le reboisement sur le long de la piste a été effectué (à l'initiative du CGTV) Le travail d'entretien ou de réparation est effectué partiellement dans la zone de Cinzana et pas du tout dans la zone de Soignebouyou Dans les villages où l'entretien s'effectue, c'est tous les villageois qui sont mobilisés à l'initiative du groupe de gestion Le règlement de gestion est respecté			
	Utilisation	Pour chaque moyen de locomotion distinct, qu'il s'agisse de charrette, de mobylette ou de vélo, la densité du trafic s'est accrue de 50 à 200% La piste n'est pas seulement empruntée par les habitants des villages riverains : de nombreuses autres personnes vont jusqu'à faire des détours pour profiter du confort d'une route bien aménagée			
Conséquences	L'accès aux marchés est assuré même pendant la saison des pluies et le temps de transport est largement réduit La circulation de charrettes et de mobylettes s'est plus que doublée depuis l'aménagement de la piste La piste rassure la population car l'accès aux marchés et aux établissements médicaux en cas d'urgence est assuré même pendant la saison des pluies				
Evaluation	Évaluation de la population (Extrait du résultat de l'enquête auprès de la population et de l'évaluation participative) Alors que 95% de la population est au courant du règlement de gestion de la piste, seul 73% participe au travail de réparation La population estime que la piste a permis de : 1) accéder aux marchés même pendant la saison des pluies (62%) ; 2) accéder aux établissements médicaux même la nuit (40%) ; 3) faciliter d'aller à l'école (20%) Très fortement appréciée à l'évaluation, l'aménagement de la piste est une activité à haute priorité. Cependant, la population ne semble pas encore être consciente de la nécessité de sa gestion autonome. Évaluation de la mission d'étude La fourniture de travail s'est effectuée en général selon les normes adoptées Les terrains nécessaires ont été mis à disposition sans problème (il n'y a pas eu lieu à dédommagement) Les habitants assument eux-mêmes la gestion sur la base du système et des règlements institués Les contributions pour les charretiers destinés à l'entretien ont été payées comme prévu On peut conclure que les conditions initiales d'aménagement ont toutes été satisfaites Par contre, les travaux d'entretiens ne sont effectués que partiellement Très bien utilisé dans l'ensemble, aménagement de la piste est hautement bénéfique Il convient parfaitement d'inclure cette activité dans le schéma directeur				
Points à prendre en compte pour le schéma directeur	Dans le cadre des travaux expérimentaux, aucune contribution financière n'a été demandée pour la construction des pistes. Mais vu l'utilité de ces travaux et la capacité financière des bénéficiaires, le Schéma Directeur va prévoir des contributions financières de l'ordre 50 000 FCFA/km de parcours à aménager Les agents polyvalents vont encadrer la gestion de pistes après construction				

2.2.3 Augmentation du revenu des UPA

Tableau 2.2.3.1 Récapitulatif des résultats de suivi (Semences améliorées et fourniture d'engrais)

Rubrique		Description
Objectifs		Augmentation de la production de céréales suite à l'introduction de semences améliorées et d'engrais chimiques, et acquisition de techniques de gestion agricole
Contexte		Dégradation des semences par l'emploi de semences domestiques de variétés existantes, apparitions fréquentes d'insectes nuisibles et maladies, réduction de la production Variations annuelles importantes de la production de céréales dues aux fluctuations climatiques, existence d'habitants manquant de denrées alimentaires Existence d'écart de rendement dus aux conditions des sols et aux différences de techniques des paysans Dégradation des terres agricoles et baisse de la productivité par le manque de terres agricoles dues à l'augmentation de la population et baisse du taux d'autosuffisance
Rubriques du projet expérimental		Vulgarisation de techniques de gestion agricole adaptées aux semences améliorées et aux engrais chimiques Enracinement et durabilité des techniques améliorées Augmentation de la production de céréales par utilisation des semences et engrais
Définition des activités	Conditions nécessaires d'adoption	Gestion rigoureuse par le CGTV (listage des paysans objets de la distribution de matériaux, gestion de la contribution etc.) Accord pour le versement de la contribution par les habitants (70% du coût de la fourniture des matériaux) Collaboration aux études, de cultures, de production etc.
	Souhaits	Sélection de trois variétés de semences adaptables sur place, en concertation avec le DRAMR, et distribution aux CGTV selon les souhaits des habitants De même pour les engrais, sélection entre la poudre de phosphate, l'ammoniac phosphaté et l'urée. La seconde année, les souhaits des habitants ont été saisis, et une partie des engrais a été remplacée par engrais combinés dans un village.
	Adoption	Les semences sont fournies seulement la première année, la distribution égale pour la part de 20 ha dans chaque village sous la gestion du CGTV. La distribution égale des engrais pour la part de 20 ha dans chaque village pour la première année, et la seconde année, la distribution a varié selon le nombre d'UPA par village.
Réalisation	Normes ou structure	[Espèces et type d'engrais] Variétés de semences: Mil = Toroniou C1, NKK, sorgho = CSM63E Engrais et matériaux pour l'amélioration des sols : PNT (poudre de phosphate originaire de Tilemsi), ammoniac phosphaté (DAP), urée [Normes d'utilisation] Semences: mil 6 kg/ha, sorgho : 10 kg/ha Engrais: 250 kg de PNT, 100 kg de DAP, 50 kg d'urée à l'ha
	Méthode	Les semences et les engrais ont été livrés au CGTV de chaque village qui les a ensuite distribués aux UPA. Obligation de perception des contributions après l'établissement d'un registre des bénéficiaires
	Coût	Engrais, etc. : 480ha =14.996.975FCFA Semences et produits désinfectants pour semences : 240ha =338.760FCFA
	Investissements humains	Encadrement technique sur la gestion des culture par les homologues, DRAMR, SLACAER, etc. (environ 150 hms/j au total) Installation d'une parcelle test d'1 ha dans chacune des 12UPA (fourniture de prestation telle que la tenue d'un journal de travaux agricoles)
Résultats espérés		Maîtrise technique de la gestion des culture, de la gestion de l'épandage des engrais et de la production de fumures améliorées. Augmentation de rendement unitaire
Etat des activités	Processus d'exécution	L'encadrement pratique des techniques a été fait après distribution des matériaux en 2001et en 2002. En plus des parcelles tests des 12UPA, 30 parcelles au total pour le suivi ont été retenues et l'évolution de croissance des cultures a été suivie 1 fois par mois. L'encadrement technique à chaque stade de croissance a été fait. Une étude sur le rendement a été faite lors de la récolte pour vérifier l'effet des matériaux.
	Gestion	Les semences et les engrais ont été emmagasinés dans un entrepôt par le CGTV pour éviter la dégradation due à l'humidité excessive. Les semences et engrais ont été distribués aux UPA lors de l'utilisation ensuite l'encadrement sur l'utilisation de produits désinfectants a été fait lors du semis. Dans la zone de Soignebouyou, le village de Sakoibouyou a ajouté le premier 1.000 FCFA au taux de contribution de 100%, et entrepris l'élargissement continuuel de ce projet. Les 4 autres villages de la même zone l'ont suivi. Perception de contributions après la récolte des céréales

	Utilisation	Pratiquement 100% des UPA l'ont utilisé. Le stage de formation en culture a été effectué mais l'utilisation a été confiée à l'initiative des UPA.
Bénéfices retirés		<p>En 2001, la récolte a été exceptionnellement bonne (rendement moyen du double de ces dernières années), et comme le rendement avait été très faible l'année précédente (2000), les mesures ont été hautement appréciées par les habitants.</p> <p>Les principales raisons de ce bon rendement sont tout d'abord les conditions climatiques favorables, mais aussi on peut dire que c'est un effet conjugué par utilisation d'engrais et stage de formation technique.</p> <p>Avec les répercussions de la mauvaise récolte de l'année précédente et l'augmentation des prix à cause de l'organisation de la Coupe Africaine de Football par le Mali, les prix des céréales ont doublé ou même triplé, ce qui a été avantageux pour l'agriculture. La contribution concernant le matériel de production a été perçue sans problème.</p> <p>La rendement unitaire de céréales de 2002 a considérablement diminué par rapport à 2001. Les précipitations peu abondantes, le retard du début des pluies, l'irrégularité des pluies etc. en sont les causes. Les semis ont été faits environ 2 semaines plus tard par rapport à l'an 2001. La croissance a pris du retard, et sur les parcelles à semis précoces, des ressemis ont été faits parce que les plants sont morts.</p> <p>En fin de compte, le paiement de contribution a fait problème. Peut-être à cause de la mauvaise récolte, le prix unitaire des céréales sur les marchés a pratiquement doublé par rapport au prix ordinaire.</p>
Evaluation (en tenant compte des résultats d'enquête auprès des habitants)		<p>[Semences améliorées]</p> <p>Plus de 80% des UPA utilisent des variétés traditionnelles. Des semences améliorées ont été utilisées en moyenne sur environ 1/3 des parcelles détenues par les UPA. 60% des UPA ont participé au stage sur les semences améliorées.</p> <p>La plupart ont jugé à l'utilisation de ces semences améliorées que la technique de culture était relativement simple, que les parasites et maladies étaient réduits, que la récolte avait largement augmenté etc. Aucune n'a eu d'avis négatif sur les semences améliorées.</p> <p>Dorénavant, plus de 90% des UPA souhaitent utiliser les variétés introduites cette fois-ci, et plus de 95% ont indiqué leur volonté d'introduire ces variétés même sans aide. Elles souhaitent toutefois un suivi techniques de gestion des cultures (95%).</p> <p>[Agent d'amélioration des sols, engrais chimiques]</p> <p>96% des UPA ont l'expérience de l'emploi d'engrais chimiques, et connaissent l'utilité des engrais. Près de 99% utilisent du fumier, dont l'emploi est enraciné dans la zone. Les questions à résoudre sont la qualité du fumier, autrement dit le renforcement de l'effet d'amélioration des sols et de l'efficacité de la fumure.</p> <p>Pour les types d'engrais introduits et l'effet de leur emploi, l'évaluation est très élevée, et beaucoup d'UPA ont indiqué leur volonté d'introduction autonome sans aide.</p> <p>[Synthèse]</p> <p>L'étude expérimentale a permis de vérifier la bonne réception des habitants concernant l'introduction des semences améliorées et des matériels de production comme les engrais. Les causes principales sont que l'apprentissage n'est pas tellement difficile sur le plan technique, que les effets de l'introduction sont très élevés et visibles, et que la période de récupération des fonds investis est courte.</p> <p>Par conséquent, la faisabilité et la durabilité de ces composants sont suffisantes, et il est jugé pertinent de les appliquer dans le schéma directeur.</p> <p>Mais, pour que ces composants soient largement diffusés et leur durabilité assurée, les conditions à remplir sont l'aménagement d'un environnement de financement pour le matériel initial à acquérir, et un système de vulgarisation des techniques de culture.</p>
Répercussions Sur le Schéma Directeur		<p>La fourniture des matériels de production est un acte économique personnel et il n'a pratiquement pas de caractère d'intérêt public, même si cet acte est lié à l'allègement de la détérioration des sols auquel il sert et au renforcement de la lutte contre la désertification auquel il contribue en fin de compte. Par conséquent, ces composants feront l'objet du micro-crédit.</p> <p>Mais il s'est aussi avéré que, dans le système de contribution appliqué pour ces projets pilotes, la contribution pour les matériels de production contribuait largement à la création du fonds de caisse villageoise. Afin de créer rapidement un fonds pour les micro-crédits, nous jugeons qu'il faudra couvrir uniquement les coûts initiaux avec les frais publics (subvention de 20% pour chaque hectare UPA). Les 80% restants à la charge des habitants seront amassés au sein du CGTV en tant que fonds pour les micro-crédits.</p>

Tableau 2.2.3.2 Récapitulatif des résultats de suivi [Culture maraîchère par micro système d'irrigation]

Rubrique		Description
Objectifs		Maraîchage pendant la saison sèche par micro systèmes d'irrigations, composés de petites sources d'approvisionnement en eau (puits et/ou mares), de clôtures et de portails métalliques.
Contexte		Les habitants des villages de la zone d'étude sont limités dans leurs activités génératrices de revenus et leurs revenus pécuniaires sont insuffisants. Il en résulte une insuffisance préoccupante de matériel aratoire et de produits médicaux dans les villages. Pour améliorer cet état des choses, nombre d'habitants souhaitent se lancer dans le maraîchage de saison sèche, période relativement creuse, pour augmenter leurs revenus et améliorer leurs conditions de vie. Cependant, le maraîchage n'est pas facile à d'organiser en saison sèche, période où il y a peu de rivières et de waji (cours d'eau saisonniers) dans la zone d'étude. De plus, les potagers doivent être protégés du bétail par des clôtures mais le bois nécessaire à leur fabrication se fait de plus en plus rare.
Rubriques du projet expérimental		Stages sur les techniques de maraîchage et sur l'entretien et la gestion des installations Construction des micro systèmes d'irrigations avec participation des villageois Gestion et entretien des micro systèmes d'irrigations et des cultures maraîchères de saison sèche par les villageois
Définition des activités	Conditions nécessaires d'adoption	Etablissement par les villageois d'une convention et d'un système de gestion Accord pour la fourniture de travail à titre gratuit et la contribution en espèces (150.000 F CFA par puits et par mare, 200.000 F CFA par potagers) Mise à disposition de terrains
	Souhaits	9 emplacements d'aménagement souhaités dans 6 villages sur 7 (5 villages de la zone de Soignebouyou, où certaines réalisations existent déjà, sont exclus) Prolongement de la période de paiement de la contribution (le maraîchage en saison sèche étant principalement pratiqué par les femmes disposant de peu d'argent)
	Adoption	8 emplacements sélectionnés ; le village de Sinebouyou est exclu parce que des travaux d'irrigation y sont exécutés par une autre organisation d'aide. Zone de Katiena : 2 emplacements dans le village de Kokoun, 1 dans le village de Bougan Zone de Cinzana : 2 emplacements dans le village de Dlaba, 2 dans celui de Zambouyou et 1 dans celui de N'dinzanawere
Construction	Structure	Puits : Puits modernes (diamètre du trou: 1,8 m, béton armé) Mares : Agrandissement par excavation de mares existantes (Zambouyou : 5.743m ³ , Dlaba : 3.736 m ³) Potagers : Barrière de protection contre le bétail (clôture métallique, portail)
	Méthode	Recommandé à une entreprise locale de construction Fourniture de travail simple par les villageois
	Coût des réalisations	99.521.202 FCFA pour 8 puits, l'aménagement de 2 mares et de 4.65ha de potagers 660.000FCFA pour les stages de techniques de maraîchage et de gestion/entretien des potagers)
	Investissement Humain	Recommandé à une entreprise de construction pour l'encadrement technique et la supervision des travaux. Stages de techniques de maraîchage et de gestion/entretien des potagers effectués par les Homologues maliens.
Résultats espérés		Augmentation des revenus et amélioration de l'état nutritionnel par l'application correcte des techniques de maraîchage La gestion et l'entretien correctes des micro systèmes d'irrigations
Etat des Activités	Processus d'exécution	Les habitants assument eux-mêmes la gestion, sur la base du système et des règlements instaurés. Dans tous les villages, la perception des contributions financières et la fourniture du travail se sont effectuées comme convenu. Dans tous les villages, les parcelles ont été distribuées (les 2/3 à des femmes) et cultivées. Dans tous les villages, tenue de stages techniques de maraîchage et de gestion/entretien des potagers, stages auxquels plus de la moitié des adhérents au maraîchage ont participé. Ayant eu vent du succès remporté par le maraîchage à Bougan, le village voisin de Kala a demandé aux Coordinateurs locaux de bien vouloir l'encadrer.
Etat des Activités	Gestion	Dans tous les villages, les installations, gérées sur la base d'un règlement, sont nettoyées et contrôlées selon la libre décision des responsables. Dans tous les villages, les travaux de réparation des grillages, portails, poulies etc. sont régulièrement organisés. A Zambouyou et à Dlaba, les habitants ont effectué des travaux de réfection des mares et de conservation des sols. Ils ont aussi pensé à reboiser les abords des mares.

	Utilisation	<p>Depuis novembre 2002 le maraîchage a commencé dans les potagers alimentés par puits. Les prévisions du début étaient de 2 récoltes par saison sèche mais la mort des plants par manque d'eau et la chaleur qui a refroidi les ardeurs n'ont permis qu'une seule récolte.</p> <p>En août 2002 débute le maraîchage dans les potagers alimentés par mares, mais les résultats sont si mauvais que quasiment rien n'est produit. Les raisons en sont :1) les travaux intensifs de la récolte du mil qui n'ont pas laissé de temps ; 2) la crainte décourageante de voir l'eau des mares manquer car elle sert à abreuver les bêtes, à faire la lessive, à faire de la pisciculture etc., 3) le manque de bras dû à l'exode. Il est ressorti que, pour les habitants, la priorité d'utilisation de l'eau des mares est fortement accordée à des fins autres que pour l'irrigation.</p> <p>Dans tous les villages, le taux de reprise des plants et le niveau technique se sont améliorés grâce aux stages effectués. Néanmoins, les cultures difficiles comme celle du chou qui est sujet aux maladies et aux attaques des insectes donnent de piètres récoltes.</p>
	Bénéfices retirés	<p>Une augmentation de revenus de 1.400 à 7.800FCFA par personne (soit une moyenne de 5.000FCFA) a été observée et le statut social de la femme s'améliore.</p> <p>Environ la moitié des légumes récoltés est consacrée à la consommation domestique, ce qui a amélioré les habitudes alimentaires et fait faire des économies.</p> <p>Zamgourabougou2 n'avait pas opté pour le maraîchage mais quand il a vu les résultats obtenus dans le village voisin de Zambougou, ses habitants ont créé des périmètres maraîchers avec les matériaux disponibles sur place.</p> <p>A Bougan, les villageois ont commencé à améliorer à leurs frais les installations de petite irrigation en équipant leur puits d'une pompe.</p>
	Evaluation	<p>La gestion et l'entretien des installations est satisfaisante car les habitants ont le fort sentiment qu'il s'agit de leurs biens.</p> <p>Les habitants mettent de l'ardeur à apprendre mais le manque d'expérience ne facilite pas l'apprentissage. Le niveau technique ne s'élève qu'à grand peine.</p> <p>Les mares tarissent en janvier ; si le maraîchage se fait mal juste après les récoltes, autant abandonner le recours aux mares.</p> <p>En appréciation générale, hormis l'aménagement des mares, la faisabilité de ce projet est grande et il faut le retenir dans le Schéma Directeur.</p>
	Répercussions Sur le Schéma Directeur	<p>De nombreux villages hors de la zone d'étude souhaitant faire du maraîchage, ajouter au Schéma Directeur qu'il faut prévoir d'inclure dans les stages techniques ces villages voisins qui veulent se lancer d'eux-mêmes dans le maraîchage.</p> <p>On ne peut espérer une amélioration du niveau technique après un seul stage. L'enseignement des techniques de haut niveau devra se faire en fonction du niveau des participants ; c'est pourquoi il faut répartir les stages en niveaux Débutant, Moyen et Avancé.</p> <p>L'aménagement de mares n'est pas inclus dans le Schéma directeur.</p>

Tableau 2.2.3.3 Récapitulatif des résultats de suivi (construction de banque de céréales)

Rubrique		Description				
Objectifs		Assurance de l'autosuffisance alimentaire, augmentation du revenu des villageois				
Contexte		<p>La production agricole dans la zone de l'étude expérimentale est axée principalement sur les céréales, et particulièrement sur le mil</p> <p>Ces produits se vendent à bas prix (par ex. 35 F CFA/kg) au moment de la récolte. Chaque ferme doit vendre une grande partie de sa production à ce bas prix pour obtenir un revenu en espèces</p> <p>Par ailleurs, dans la période de soudure où les denrées alimentaires manquent (mai, juin, juillet, août), le mil est revendu à 85 F CFA, et une partie des fermes qui manquent de nourriture à ce moment-là est obligée d'en acheter à ce prix</p> <p>Une banque céréalière est nécessaire dans le village pour corriger les inégalités sur le plan de la nourriture et augmenter le revenu des villageois</p>				
Rubriques du projet expérimental		Construction de la banque céréalière et enracinement de la gestion par les villageois				
Planification	Conditions nécessaires d'adoption	<p>Il n'y a pas actuellement de bâtiment susceptible de servir de banque céréalière</p> <p>Constitution d'une convention et d'un système de gestion par les villageois</p> <p>Fourniture de travail et de briques à titre gratuit, mise à disposition de terrains</p> <p>Contribution en espèces de 120.000 F CFA (correspondant à 20% du coût d'introduction du matériel, balance etc. et des matériaux)</p>				
	Souhaits	10 villages sur 12 ont demandé la construction				
	Adoption	<p>Comme l'exploitation est difficile, un village de chaque zone a été choisi pour permettre de concentrer les instructions.</p> <p>Zone de Katiena: Bougan, zone de Cinzana: Zambourabougou II, zone de Soigneboucou: Fabougou</p>				
Exécution	Structure	<p>Bâtiment: Sans étage en banco, 5 x 8 m</p> <p>Fourniture de matériel comme balance, sacs à céréales etc.</p>				
	Méthode	<p>Recommandé sur place à un consultant (fourniture du matériel, instructions pour la construction, exécution des travaux difficiles pour les villageois, stage et instructions pour les activités de la banque)</p> <p>Construction du bâtiment principalement par les villageois (10 personnes / jour)</p>				
	Réalizations (coût)		Année	Nbre de bâtiments	Coût de la construction (fcfa)	Remarques
			2001	3	12 529 000	Frais de construction, frais de stage et d'encadrement compris
			2002	(3)	5 369 000	Formation, encadrement et suivi
		Total	3	17 898 000		
Input humain	Expert japonais en amélioration des conditions de vie : 2 mois /pers et Homologue malien					
Résultats attendus		<p>Assurer l'autosuffisance alimentaire dans le village</p> <p>Assurer la gestion et le contrôle adéquats de la banque de céréales par la population</p>				
Situation d'utilisation	Parcours d'exécution	<p>Juin - déc. 2000 : État des lieux par l'étude PRA et étude de ligne de base permettant de recueillir le besoin de la population</p> <p>Janv. 2003 : Concertation entre la JICA et le CGTV, élaboration du programme d'activités</p> <p>Déc.2001 - mars 2002 : construction de locaux, introduction du moulin et formation</p> <p>Depuis mai 2002 : Mise en service, encadrement et suivi</p>				
	Gestion	<p>Groupe de gestion créé et règlement de gestion établi</p> <p>L'infrastructure et le stock de céréales sont bien gérés par le groupe de gestion</p>				
	utilisation	<p>Le mil stocké à la banque de céréales jusqu'en avril 2002 a été prêté presque totalement en juillet.</p> <p>Sur 34 t de stock initial prévus par le plan, seulement 15,5 t ont été réunis.</p>				
Plan de gestion	Stock initial	Les villageois et la mission d'étude prendront en charge chacun la moitié du stock initial.				
	Prêt de céréales	Des céréales seront prêtées pendant la période de soudure (mai, juin, juillet, août), et elles seront remboursées en céréales avec intérêt de 25% à la récolte (novembre, décembre).				

Rubrique	Description
Conséquences	<p>En juin 2002, tout le stock initial a été prêté : selon l'enquête, ce système est utilisé par 80% de la population des villages où la banque de céréales a été mise en place. La banque de céréales a partiellement allégé le déficit alimentaire de la mauvaise récolte de céréales due à l'insuffisance pluviométrique de la campagne 2002</p>
Evaluation	<p>① Évaluation de la population (Extrait du résultat de l'enquête auprès de la population et de l'évaluation participative) La banque de céréales est utilisée par 80% de la population et 90% déclarent souhaiter l'utiliser davantage : c'est donc une activité très efficace En outre, dans les villages où la banque de céréales a été mise en place, seulement 15% de la population a acheté des céréales aux marchés : elle contribue donc largement à l'autosuffisance alimentaire dans le village</p> <p>② Évaluation de la mission d'étude</p> <p>1. Effet de l'activité Répondant à un besoin vital, cette activité est fortement demandée par la population et donc d'une grande utilité</p> <p>2. Critères d'adoption La fourniture de main d'œuvre s'est effectuée et les terrains nécessaires ont été mis à disposition sans problème (il n'y a pas eu lieu de dédommagement) Les habitants assument eux-mêmes la gestion sur la base du système et des règlements institués La contribution de 20% des frais des matériels tels que les balances, etc. est acquittée comme prévu Le stock initial n'a pas été constitué comme l'avait été prévu dans les conditions d'adoption En conclusion, hormis la constitution initiale de stock, toutes les conditions initiales ont été satisfaites</p> <p>3. Etat de stock En concertation avec les villages, il a été prévu d'augmenter la quantité de stock après la récolte de campagne 2002 : le plan n'a pas été respecté partiellement à cause de la mauvaise récolte</p> <p>4. Comptabilité et contrôle de comptes Au début de la mise en service de la banque, la tenue du registre n'était pas assurée à cause du faible niveau d'alphabétisation des trésoriers : suite à l'encadrement ultérieur, la tenue du registre est acquise</p> <p>5. Remboursement de prêts En décembre 2002, 61% de prêts octroyés en 2002 ont été remboursés avec intérêt. La population respecte globalement les règlements de gestion de l'opération des céréales</p>
Points à prendre en compte pour le schéma directeur	<p>Assurer le stock initial étant le facteur le plus important pour la stabilité de gestion, à l'encadrement, les agents polyvalents doivent insister le fait de : ① prévoir la sanction lors de non respect de ce devoir de la population dans les conditions initiales d'adoption ; ② commencer la collecte de stock initiale dès l'année précédente la construction de la banque</p> <p>Dans le cadre des travaux expérimentaux, 20% de contribution financière a été demandée pour les matériels tels que les balances, etc. Comme la banque pourra faire beaucoup de profits lorsque l'exploitation se stabilisera conformément au plan, la contribution financière sera désormais de 200.000FCFA pour l'infrastructure et de 30% du montant du matériel.</p> <p>Effectuer à plusieurs reprises par les agents polyvalents la formation des trésoriers</p>

Tableau 2.2.3.4 Récapitulatif des résultats de suivi (Construction des Parcs à vaccination)

Rubrique	Description								
Objectifs	Réduction des pertes de bétail par maladie grâce à la diffusion des mesures sanitaires. Apprentissage des villageois à l'application des mesures de santé animale et mise en place d'un système de gestion communautaire des Parcs à vaccination.								
Contexte	Pertes importantes de bétail dues aux maladies et aux infections parasitaires externes et internes découlant elles-mêmes des carences en infrastructures et en connaissances vétérinaires telles que la vaccination								
Rubriques du projet expérimental	Stages de formation des villageois aux techniques de gestion sanitaire du bétail Fourniture de travail simple par les villageois lors de la construction des installations qui seront gérées et entretenues par eux-mêmes								
Définition des activités	Conditions d'adoption	Création d'un règlement et d'un système de gestion par les villageois Les habitants assument 20% des frais de matériaux, et fournissent gratuitement leur force de travail brute et les terrains pour la construction.							
	Souhaits	7 villages ont demandé la construction dans les 3 zones.							
	Adoption	Pour les villages non équipés de parcs, la construction dans 5 villages des 3 zones a été décidée après étude des conditions d'adoption qui dépendent de l'emplacement du village et de l'importance du cheptel (500 UBT par emplacement). La construction de 3 parcs en 2001, et de 2 en 2002 fut décidée.							
Construction	Structure	Pour plus de solidité et de sécurité, les murs des paddocks et corrals sont en parpaings et les piliers en béton armé. En 2001, les entrée et sortie avaient été équipées de portails en fer mais ils furent remplacés en 2002 par des barres en fer coulissantes pour plus de solidité.							
	Méthode	En 2001, recommissionnement à la DRAMR de Ségo (exécution des travaux, stages techniques d'exploitation pour les villageois) En 2002, ce travail est commandé au BEAGGES Fourniture de travail simple par les villageois							
	Réalizations	Année /zone	Type	Emplacement	Coûts des travaux (fcfa)	Participants aux stages (pers.)			
						Observateurs	En Salle	Pratique	Travail
		2001/ Katiena Bougan	A (paddock 20 x 20m)	1	6.102.900	11	5	21	460 pers.
		2001/ Cinzana Zangourabougou2	B (paddock 10 x 10m)	1	4.231.550	4	3	11	375 pers.
		2001/ Soignebougou Dafinbougou	B (paddock 10 x 10m)	1	4.231.550	8	5	12	400 pers.
		Total		3	14.566.000				
2002/ Katiena Kokoun		B (paddock 10 x 10m)	1	4.927.000	10	5	10	350 pers.	
2002/ Cinzana N'dinzanawere	B (paddock 10 x 10m)	1	4.927.000	8	3	12	300 pers.		
Total			9.854.000						
Résultats espérés	Mise en place d'un système de gestion et d'entretien des Parcs à vaccination. Prise de conscience des villageois de la nécessité des vaccinations et leur participation à des stages de formation aux techniques de gestion sanitaire du bétail Réduire le pourcentage de maladies du bétail								
Etat des Activités	Tâches exécutées	Enquête de type participatif et sur les lignes de base (de juin à décembre 2000) Création des CGTV (décembre 2000) Création des règlements de gestion de l'élevage (janvier 2001) En 2001 et 2002, les périodes de construction ont coïncidé avec celles très chargées des travaux champêtres en saison des pluies et les paysans ont eu du mal à fournir le travail, ce qui a entraîné du retard dans la finition des travaux.							
	Etat d'utilisation et de gestion	Bougan	Etabli	Fixés	509 bovins vaccinés en janvier 2001 et 22 en avril . Nombre d'utilisateurs : 25 UPA Droits d'utilisation :125FCFA/tête (vaccins : 100FCFA, utilisation du parc : 25FCFA) N.B. : utilisation du parc : 50FCFA pour les étrangers au village				
		Kokoun	Etabli	Fixés	Construction du parc achevée en octobre 2002 Droits d'utilisation :125FCFA/tête (vaccins : 100FCFA, utilisation du parc : 25FCFA) N.B. : utilisation du parc : 50FCFA pour les étrangers au village				

	Zangourabougou II	Etabli	Fixés	187 bovins vaccinés en janvier 2001 et 24 en août. Nombre d'utilisateurs : 12 UPA frais d'utilisation : 175FCFA/tête (vaccins : 150FCFA, utilisation du parc : 25FCFA)
	N'dinzanawere	Etabli	Fixés	Construction du parc achevée en octobre 2002 200 bovins vaccinés en janvier 2003. Droits d'utilisation : 175FCFA/tête (vaccins : 150FCFA, utilisation du parc : 25FCFA) N.B. : utilisation du parc : 50FCFA pour les étrangers au village
	Dafinbougou	Etabli	Fixés	519 bovins vaccinés en janvier 2001. Nombre d'utilisateurs : 12 UPA Le parc est aussi utilisé par d'autres villages. Les droits d'utilisation sont les mêmes qu'à Bougan.
Bénéfices retirés	Des organes de gestion sont créés dans les villages équipés d'un parc ainsi qu'un système de gestion et d'entretien des infrastructures. En ce qui concerne le taux de vaccination du cheptel, il est de 48% à Bougan, 95% à Zangourabougou II et de 57% à Dafinbougou, ce qui a dépassé les espérances pour la première année.			
Evaluation	A Dafinbougou, 60% des utilisateurs proviennent des villages environnants, ce qui révèle leur grand intérêt pour la vaccination. Ce fait est une bonne chose pour la gestion du parc à vaccination. Les villageois ont bien compris le sens de la construction des Parcs à vaccination et ils les apprécient beaucoup. Le sondage de l'opinion des habitants révèle que 99% d'entre eux sont satisfaits des parcs construits. En ce qui concerne les groupes d'actions spécialisées (GAS), 83% des personnes enquêtées se disent satisfaites de leur création et estiment que les règlements de gestion institués par le GAS Elevage jouent un rôle efficace dans l'organisation des habitants. La brièveté du temps d'exécution de la tâche expérimentale n'a pas permis l'observation des effets positifs de la vaccination sur le taux des maladies du bétail. La construction des Parcs à vaccination étant indispensable à l'amélioration du rendement du bétail, elle doit être inscrite comme projet dans le Schéma Directeur.			
Répercussions Sur le Schéma Directeur	Etant donné qu'il est difficile d'appréhender exactement l'importance du cheptel au Mali, il en résulte la difficulté d'organiser la répartition judicieuse de ce cheptel dans les pâturages, ce qui aurait été une mesure de lutte contre la désertification. La construction de Parcs à vaccination doit être inscrite au Schéma Directeur car c'est le meilleur moyen de réduire la perte de bétail, de connaître précisément le nombre de têtes et donc de lutter contre la désertification. La contribution des habitants a été établie à 20% des frais des équipements pour le parc à vaccination, mais puisque l'utilisation de ces installations est d'un caractère très public, elle sera de 150 000 FCFA par parc pour type A, et de 100 000 FCFA pour type B.			

Tableau 2.2.3.5 Récapitulatif des résultats de suivi (Fabrication des blocs nutritionnels et embouche ovine)

Rubrique		Description								
Objectifs		Augmentation du rendement du bétail par amélioration de l'état nutritionnel pendant la saison sèche Amélioration des conditions de vie, surtout des femmes, par l'embouche ovine qu'elles pratiqueront comme source de revenus.								
Contexte		Pendant la saison sèche, il y a dénutrition du bétail par manque de fourrage, et le rendement est faible. L'amélioration de l'état nutritionnel par la fourniture de blocs nutritionnels à forte teneur en minéraux et protéines augmente le rendement. Dans la zone d'étude, les revenus des femmes sont faibles ; l'embouche ovine est une bonne source de revenus pour elles.								
Rubriques du projet expérimental		Stages de fabrication de blocs nutritionnels et d'embouche ovine pour les villageois. Fabrication de blocs nutritionnels par les villageois eux-mêmes et embouche à court terme des ovins par fourniture des blocs nutritionnels.								
Définition des activités	Conditions d'adoption	Etablissement d'une convention de gestion des installations par les villageois. Fabrication des blocs par les villageois, leur présence lors de l'achat des moutons et gestion de l'embouche ovine par eux-mêmes. Introduction de lots de matériels et matériaux de fabrication de blocs pour l'effectif actuel de 150 moutons d'embouche. Contribution de 20% des frais de fourniture de matériel et matériaux et de 100% du prix d'achat des moutons pour l'embouche.								
	Souhaits	18 lots de matériels et matériaux pour la fabrication de blocs de nutrition animale ont été demandés dans 10 des 12 villages. L'achat d'un total de 180 animaux a été demandé par 10 des 12 villages. Après le commencement du projet expérimental en 2001, les villageois de chaque zone ont demandé la poursuite de cette activité.								
	Adoption	La fourniture des 18 lots décidée, une première moitié (9) fut distribuée en 2001 et l'autre en 2002.								
Réalisation	Critères	Introduction de 10 moutons pour chaque lot de fabrication de blocs nutritionnels.								
	Méthode	Le matériel fourni par la mission d'étude comprend : 1 barrique, 10 bols, 1 pelle et 1 seau. Les matériaux sont : 150 kg de ciment, 100 kg de sel, 286 kg de mélasse et 100 kg d'urée. Les villageois fournissent le son de mil et l'eau. Les villageois fabriquent les blocs et gèrent l'embouche ovine. Si certains moutons consommaient bien les blocs fabriqués pour l'embouche en 2001, d'autres n'en voulaient pas du tout ; c'est pourquoi le dosage des ingrédients du bloc fut modifié en 2002.								
	Tâches effectuées		Année /zone	Village	Unité	Nombre	Coûts du projet (CFA)	Participants aux stages (pers.)		
								Visite	Théorie	Pratique
			2001 /Katiena	Bougan	lot	1		11	5	7
				Kokoun	"	1		10	5	12
			2001/Cinzana	Dlaba	lot	1		8	3	13
				N'dinzanawere	"	1		8	3	12
				Sinebougou	"	1		8	3	12
				Zambougou	"	1		8	4	8
			Zangourabougou2	"	1		4	3	12	
		2001/Soignebougou	Dafinbougou	lot	1		8	5	14	
		Fabougou	"	1		8	5	10		
	Total		Lot		9	3.703.500	73	36	100	
	2002 /Katiena	Bougan	lot	3			La formation pratique est prévue à partir du mois de décembre.			
		Kokoun	"	4			L'achat de moutons pour l'embouche a commencé au mois d'août.			
	2002/Cinzana	Zambougou	"	1						
	2002/Soignebougou	Dougoutiguibougou	"	1						
	Total				9	3.132.500				
Résultats espérés		Etablissement par les femmes d'un organe de gestion et fabrication des blocs par elles-mêmes. Exécution efficace de l'embouche Augmentation des revenus péculniaires.								
Etat des Activités	Processus d'exécution	Enquête de type participatif et sur les lignes de base (de juin à décembre 2000) Création des CGTV (décembre 2000) Création des règlements de gestion de l'élevage (janvier 2001) Fabrication des blocs/embouche : 2001(de septembre 2001 à février 2002) ; 2002 (de août 2002 à février 2003).								
	Gestion /Utilisation	Résultat des ventes de moutons pour l'embouche achetés en 2001 (moyenne sur 9 à 10 têtes)								

village	Poids à l'achat (kg)	Poids à la vente (kg)	Duré (jours)	Augmentation de poids par jour (g)	Prix d'achat (fcfa)	Prix de vente (fcfa)	Bénéfice (fcfa)	Bénéfice par poids (fcfa)
Bougan	25,5	30,2	157	31	19600	25200	5600	1197
Kokoun	32,4	38,0	83	146	19800	24800	5000	551
Dlaba	31,9	45,5	105	129	21400	31550	10150	746
N'dinzanawere	30,7	43,3	105	120	19300	25300	6000	477
Sinebougou	27,9	41,1	105	125	18500	27900	9400	712
Zambougou	28,9	41,1	105	117	19100	25750	6650	543
Zangourabougou	30,4	48,8	105	111	17500	25400	7900	675
Dafinbougou	21,3	32,8	91	126	18175	27000	8825	769
Fabougou	24,7	33,5	91	96	18050	25350	7300	833
Etat de l'embouche des moutons introduits en 2002								
Village	Poids à l'achat (kg)	Poids à la pesée de novembre (kg)	Gain pondéral depuis l'achat (kg)	Gain pondéral par jour (g)	Observations Résultat de 46j. d'embouche			
Bougan	26,0	35,0	10,5	228,2	Moyenne de 30 moutons			
Kokoun	27,6	37,9	10,3	223,9	Moyenne de 40 moutons			
Zambougou	27,5	39,0	11,5	264,6	Moyenne de 10 moutons			
Dougoutiguibougou	24,3	34,0	8,4	210,4	Moyenne de 10 moutons			
Moyenne	26,3	37,0	10,7	231,8				
<p>En 2002, les moutons d'embouche furent achetés à partir de septembre, période où les prix sont relativement bas. Des 90 bêtes qui faisaient environ 25kg à l'achat, 4 moururent accidentellement. Le gain pondéral par jour fut plus du double de celui de 2001.</p> <p>La période de fabrication des blocs nutritionnels ayant coïncidé avec celle des travaux champêtres, elle fut repoussée à décembre. Comme en les moutons n'avaient pas apprécié les blocs, 2001 le pourcentage des ingrédients fut modifié : 5% de sel en plus et moins de mélasse.</p>								
Bénéfices retirés	<p>Les femmes se sont activement organisées dans les villages pour obtenir des revenus en espèces. Les blocs ont constitué une amélioration de l'alimentation des moutons en saison sèche et les bêtes ont gagné en poids</p> <p>En ce qui concerne le résultat de l'embouche en 2001, il est bon puisque la moyenne du gain pondéral de l'ensemble des bêtes a dépassé les 100g par jour. Il en va de même pour les bénéficiaires puisque certains villages ont gagné plus de 10.000FCFA.</p> <p>2 villages de la zone de Soignebougou ont pris l'initiative d'assortir le prix d'achat d'un intérêt de 10% (prise en charge de 100%, soit 20.000fcfa par tête, plus 10% d'intérêt soit 2000FCFA) et déposé le montant des contributions (22.000FCFA) au CGTV.</p> <p>Le programme d'embouche 2002 n'en est encore qu'au début mais on peut déjà dire que les résultats sont bons puisque la moyenne du gain pondéral de l'ensemble des bêtes a dépassé les 200g par jour.</p>							
Evaluation	<p>Il ressort de l'enquête faite auprès des habitants qu'ils ont beaucoup apprécié l'embouche car c'est eux-mêmes qui l'ont exécutée. De plus, comme les résultats ont été bons, 61% des enquêtes expriment leur satisfaction d'avoir pu accroître leurs revenus par l'embouche.</p> <p>La consommation de blocs ayant considérablement varié d'un mouton à l'autre, le dosage était à revoir. Les habitants n'ont pas forcément apprécié la tâche expérimentale de fabrication des blocs nutritionnels en 2001.</p> <p>Cette tâche assurant effectivement des revenus pécuniaires, elle est à inclure dans le Schéma Directeur.</p>							
Répercussions sur le Schéma Directeur	<p>La confection de blocs nutritionnels ayant été prévue pour combler les carences en minéraux pendant la saison sèche, leur usage est à recommander non seulement pour les ovins mais aussi pour les bovins.</p> <p>Le bloc nutritionnel est peu connu au Mali et il faudra du temps pour le répandre. Les vulgarisateurs (agents polyvalents ?) devront assurer sa diffusion parmi les habitants.</p>							

Tableau 2.2.3.6 Récapitulatif des résultats de suivi [Construction de poulaillers améliorés et introduction de coqs de race]

Rubrique		Description								
Objectifs		Augmentation du rendement avicole par amélioration de l'environnement d'élevage et l'introduction de coqs de race Amélioration des conditions de vie par la création de ressources pécuniaires								
Contexte		L'élevage extensif à l'extérieur, l'absence de vaccination, l'élevage de races locales etc. condamnent à un rendement faible (plus de 50% de pertes par an).								
Rubriques du projet expérimental		Stage de formation des villageois aux techniques de construction des poulaillers et d'amélioration de l'élevage Construction de poulaillers et gestion de l'élevage par les villageois eux-mêmes								
Définition des activités	Conditions nécessaires d'adoption	Fabrication de briques en banco et travail de construction des poulaillers par les villageois Construction d'une moyenne d'1 poulailler pour 100 volatiles. Contribution financière des villageois à concurrence de 20% du coût des matériaux et de 100% de celui de l'achat des coqs géniteurs								
	Souhaits	La construction d'un total de 27 poulaillers a été demandée par chacun des 12 villages								
	Adoption	Il fut planifié que la moitié des poulaillers (14) seraient construits en 2001, et les 13 restants en 2002.								
Construction	Structure Et normes	Murs en banco, toiture de tôles galvanisées, clôture de la basse-cour en poteaux et grillage métalliques 3 coqs géniteurs (Rhode Island Red) par poulailler En 2002 les coqs Rhode Island Red étant introuvables ils furent remplacés par des ISABROWN								
	Méthode	Les matériaux de construction, les pulvérisateurs, et les coqs furent remis à la DRAMR qui fut chargée d'encadrer les villageois lors de la construction. Les villageois fournirent les terrains pour la construction et les briques en banco. Les villageois construisirent les poulaillers selon les instructions de la DRAMR.								
	Réalizations		Année /zone	Village	Poulailler	Nbr	Coûts du projet (fcfa)	Participants aux stages (pers.)		
								visiteurs	En théorie	Pratique
			2001 /Katiéna	Bougan	"	3		11	5	3
				Kokoun	"	1		10	5	1
			2001/Cinzana	Dlaba	"	2		8	3	2
				N'dinzanawere	"	2		8	3	2
				Sinebougou	"	1		8	3	1
				Zambougou	"	1		8	4	1
			Zangourabougou2	"	1		4	3	1	
		2001/Soignebougou	Sakoibougou	"	1		8	5	1	
		Siradoba	"	1		8	5	1		
		Dougoutigoubougou	"	1		8	5	1		
	Total		"		14	2.676.500	81	41	14	
	2002 /Katiéna	Bougan	"	2					7	
		Kokoun	"	1					8	
	2002/Cinzana	Dlaba	"	2					4	
		N'dinzanawere	"	2					4	
		Sinebougou	"	1					5	
		Zambougou	"	1					6	
		Zangourabougou2	"	1					2	
	2002/Soignebougou	Sakoibougou	"	1					2	
		Siradoba	"	1					1	
		Dougoutigoubougou	"	1					4	
			"		13				43	
Résultats espérés		Augmentation du rendement avicole par amélioration de la gestion de l'élevage. Formation des habitants aux techniques de construction des poulaillers en les leur faisant construire Augmentation des revenus pécuniaires								
Etat des Activités	Tâches exécutées	Enquête de type participatif et sur les lignes de base (de juin à décembre 2000) Création des CGTV(décembre 2000) Création des règlements de gestion de l'élevage (janvier 2001) Construction des poulaillers et introduction des coqs (de juin 2001 à février 2002)et (de juin 2002 à janvier 2003)								

Etat des activités	Gestion et utilisation	<p>L'an dernier, plus de la moitié des coqs de race introduits moururent. Les causes en sont : 1) la mise de 9 coqs dans un seul poulailler à cause du retard dans la construction des autres poulaillers ; 2) l'absence d'entretien sanitaire; 3) les aliments de mauvaise qualité.</p> <p>C'est pourquoi des stages pratiques de recyclage regroupant aussi les habitants ayant participé aux stages de 2001 furent organisés en 2002 pour améliorer l'aviculture.</p> <p>L'état d'utilisation des poulaillers construits en 2001 est le suivant :</p>											
		Village	Nombre de poulaillers construits	Janvier 2002 (lors de la construction)					Août 2002				
				Coq de race	Poule locales	Métis ♂	Coqs élevés	Pous sans	Coqs de race	Poule locale	Métis ♀	Coqs élevés	Poussin
		Bougan	3	9	8	0	0	0	3	23	0	1	3
		Kokoun	1	3	9	0	0	0	0	6	6	14	11
		Dlaba	2	6	14	1	5	29	3	27	0	54	81
		N'Dinzanawere	2	6	0	0	0	0	3	21	0	28	73
		Sinebougou	1	3	11	0	14	16	0	6	0	5	8
		Zambougou	1	3	0	2	0	0	2	13	0	13	16
		Zangourabougou	1	3	8	0	0	0	0	11	0	2	6
Sakoibougou	1	3	0	0	26	3	0	0	0	0	0		
Siradoba	1	3	13	0	0	0	1	4	0	7	14		
Dougoutigoubou	1	3	9	4	0	0	3	11	0	7	30		
<p>Les nombreuses morts de coqs ont porté un coup sévère à la production.</p> <p>Il y a deux types de poulaillers (ceux qui s'utilisent ouverts et ceux qui s'utilisent fermés). Les UPA ayant des poulaillers fermés et qui nourrissent la volaille avec des termites, des coquilles et du son de mil obtiennent de bon résultats.</p> <p>Au village de Dlaba, en zone de Cinzana, le chiffre d'affaires dépasse 30.000 fcfa depuis janvier 2002 et certains aviculteurs ont même pu s'acquitter d'un seul coup de leur contribution. Les villages ayant des habitants connaissant les techniques de vaccination ont de bons résultats. A Dougoutigoubou, il y a un aviculteur qui sait vacciner; aucun de ses coqs de race n'est mort et ses résultats sont bons.</p> <p>Les villageois ont installé eux-mêmes des pondoirs, des mangeoires, des abreuvoirs et des dispositifs contre les parasites, manifestant ainsi leur volonté d'améliorer les conditions d'élevage.</p> <p>Il n'y a pas eu de baisse spectaculaire de la mortalité mais dans l'ensemble le nombre de volatiles a augmenté de 2,5 fois environ par rapport au début de l'introduction de coqs, ce qui est déjà un bon résultat. C'est surtout à Cinzana que le nombre des volatiles a augmenté.</p> <p>Le manque de maîtrise dans les techniques d'élevage des coqs de race a entraîné des pertes importantes. Cela est dû au fait que les participants n'ont jamais fait d'élevage dans les poulaillers et que leur technique est encore balbutiante. A la suite d'une réflexion sur les problèmes de 2001, nous avons effectué en 2002 une formation entre autre sur la pratique de la vaccination, sur les mesures contre les parasites externes et internes, et sur l'amélioration nutritionnelle.</p> <p>Grâce à la reprise des stages, la production s'est améliorée. Les vaccinations commencent à se faire et les produits sanitaires contre les infections et les parasites à s'utiliser.</p> <p>Dans certains endroits, l'utilisation communautaire des poulaillers construits en 2002 a débuté.</p>													
Bénéfices Retirés	<p>Grâce à leur contribution en travail, les habitants ont acquis la technique de construction des poulaillers. On perçoit bien l'ardeur des aviculteurs de Dlaba de Dougoutigoubou et de N'dinzanawere à améliorer les conditions d'élevage pour accroître le nombre de leurs volatiles.</p> <p>A Dougoutigoubou, en zone de Soignebougou, certains aviculteurs ont pris l'initiative de multiplier les poulaillers pour agrandir leur élevage.</p> <p>L'amélioration des techniques de l'élevage produira de grands effets et on peut espérer obtenir une bonne évaluation par les villageois.</p> <p>La reprise des stages en 2002 a porté ses fruits et le nombre de volatiles élevé ainsi que le nombre des naissances croissent régulièrement.</p>												
Règlements de gestion	<p>Comme il s'agit d'une activité individuelle, il n'y a pas d'établissement de règlement de gestion. Les contributions sont fixées dans les règlements du GAS de l'élevage du CGTV.</p>												
Evaluation	<p>Bien qu'il n'y ait eu que 5 participants aux stages pratiques, les répercussions de l'exemple ont été importantes et beaucoup d'habitants se mettent à l'aviculture en dehors du cadre de l'enquête expérimentale, ce qui laisse espérer de bons résultats.</p> <p>Une amélioration des techniques d'élevage entraînant celle des résultats, on pourra alors espérer une bonne appréciation de cette tâche expérimentale par les habitants.</p> <p>Les résultats du sondage auprès des habitants révèlent que 90% d'entre eux sont satisfaits des poulaillers construits.</p> <p>Les raisons de la satisfaction sont : la baisse du taux de mortalité(55%), l'augmentation de la production</p>												

	des œufs(18%) et le coût abordable des installations(18%). En ce qui concerne l'introduction des coqs de race, 77% des personnes interrogées se disent satisfaites et l'on peut penser qu'elles considèrent la race choisie comme appropriée. Cette activité assure effectivement des revenus pécuniaires et doit être inscrite dans le Schéma Directeur.
Répercussions Sur le Schéma Directeur	L'introduction de coqs de race et l'utilisation de poulaillers améliorés exigent des techniques élevées aux plans de l'amélioration nutritionnelle, des soins sanitaires et de la gestion de l'élevage. Un transfert insuffisant des techniques aux habitants vouera le projet à l'échec. Il est recommandé d'organiser des stages avant de se mettre au travail. Le projet avait été envisagé à l'origine comme source de revenus pécuniaires pour les femmes. Mais comme la construction leur est difficile sans l'aide des hommes, il faudra éviter dans les propositions de restreindre le projet aux seules femmes.

Tableau 2.2.3.7 Récapitulatif des résultats de suivi (Introduction d'herbes améliorées)

Rubrique		Description								
Objectifs		Améliorer l'état nutritionnel du bétail et augmenter la production des pâturages par aménagement des infrastructures de production du fourrage.								
Contexte		Les pâturages naturels sont composés d'herbes annuelles principalement des graminées, à valeur nutritionnelle faible, protéines par exemple. Pour cela, introduction d'herbes légumineuses vivace de qualité telles que Stylosanthes, à forte teneur en protéines. Il n'y a pas de bonnes herbes légumineuses dans la zone d'étude. L'introduction d'herbes légumineuses permettra l'amélioration de la teneur nutritive des terres.								
Rubriques du projet expérimental		Stage concernant l'amélioration de la production de fourrage pour les villageois Semis d'herbes par les villageois eux-mêmes Gestion des pâturages par exemple par limitation du pâturage par le comité spécialisé élevage								
Définition des activités	Conditions nécessaires d'adoption	Définition des règlements de gestion du pâturage par les villageois. Exécution des semis, de la gestion des pâturages avec la coopération de travail des villageois Semis sur 2% des champs non cultivés et 1% des champs en jachère Contribution de 20% du prix d'achat des semences d'herbes								
	Souhaits	Demande d'aménagement de 52 ha de 11 villages parmi 12								
	Adoption	Semis sur la moitié de superficie, 26 ha, en 2001, et prévision de l'autre moitié en 2002.								
Teneur d'activités	Critères de semis	Stage pratique de traitement de la peau extérieure des semences et de méthode de semis avant le semis. Après scarification de la surface du sol, semis de 5 kg/ha et couverture de sol.								
	Méthode	La mission d'étude a acheté des semences en Australie. Les semences ont été distribuées aux villageois.								
	Réalizations en 2001		Année /zone	Village	Unité	Superficie	Coûts du projet (yens)	Participants aux stages (pers.)		
								Visite	Théorique	Pratique
			2001 /Katiéna	Kokoun	ha	4,8		10	5	3
				Bougan	"	2,2		11	5	6
			2001/Cinzana	Dlaba	ha	0,5		8	3	5
				N'Dinzana were	"	2,0		8	3	5
				Sinebougou	"	6,0		8	3	4
				Zambougou	"	3,5		8	4	6
		Zangourabougou2	"	1,5		4	3	5		
	2001/Soignebougu	Dafinbougou	ha	1,5		8	5	3		
		Sakoibougou	"	1,0		8	-	20		
		Siradoba	"	3,0		8	5	3		
	Total			ha	26,0	815,750	81	36	60	
Réalizations en 2002	En 2002, le semis des 26ha restants a été abandonné à cause de l'augmentation du prix de semences importées du difficulté d'approvisionnement en semence au Mali, etc. Seuls les villages suivants de la zone de Cinzana ont effectué des demis en 2002, en utilisant les semences restantes du village de Siradoba qui n'a pas semé en 2001. Ces semences pour 3 ha ont été distribuées et semées en année 2002 : Dlaba : 0,5 ha N'Dinzanawere : 1 ha Sinebougou : 0,25 ha Zambougou : 0,75 ha Zangourabougou II : 0,5 ha									
Résultats espérés	Création d'un groupe d'action spécifique pour la gestion et l'entretien adéquats de pâturages dans les villages participants Augmentation de production des pâturages									

Etat des activités	Réalisation	<p>L'étude PRA et l'étude de ligne de base (juin – décembre 2000) Création de CGTV (décembre 2000) Etablissement de règlements de la gestion élevage (janvier 2001) Création de pâturages (juillet – août 2001, juillet 2002) Etablissement d'une convention inter villageoise concernant l'utilisation et la gestion des terres (2002, Cinzana et Katiena)</p>																																																													
	Gestion et utilisation	<p>L'an 2001, une partie des semis a été faite après la mi-août, la saison humide s'est achevée avant que les semences germées aient pu pousser suffisamment, et la prise a été insuffisante. Il y a eu des inquiétudes sur leur régénération cette année, mais elle a été confirmée. La volonté de gérer les pâturages des villageois est faible. Cela parce que les semis ont été faits sur des terrains communaux, que la prise a été faible et que l'idée que le fourrage est quelque chose dont on se fournit gratuitement est encore fermement ancrée dans les esprits.</p> <p>Le tableau ci-dessous montre l'état de croissance des Stylosanthès sur les carré de rendement en août 2002.</p> <table border="1" style="width: 100%; border-collapse: collapse;"> <thead> <tr> <th rowspan="2">Village</th> <th colspan="3">Hauteur</th> <th colspan="3">Densité (nombre / m2)</th> </tr> <tr> <th>Très bon</th> <th>Bon</th> <th>Mauvais</th> <th>Forte</th> <th>Moyenne</th> <th>Faible</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>Bougan</td> <td style="text-align: center;">○</td> <td></td> <td style="text-align: center;">○</td> <td style="text-align: center;">○</td> <td></td> <td style="text-align: center;">○</td> </tr> <tr> <td>Kokoun</td> <td style="text-align: center;">○</td> <td></td> <td></td> <td style="text-align: center;">○</td> <td></td> <td></td> </tr> <tr> <td>N'dinzanawere</td> <td></td> <td style="text-align: center;">○</td> <td></td> <td style="text-align: center;">○</td> <td></td> <td></td> </tr> <tr> <td>Sinebougou</td> <td></td> <td></td> <td style="text-align: center;">○</td> <td></td> <td></td> <td style="text-align: center;">○</td> </tr> <tr> <td>Zambougou</td> <td></td> <td></td> <td></td> <td style="text-align: center;">○</td> <td></td> <td></td> </tr> <tr> <td>Dafinbougou</td> <td style="text-align: center;">○</td> <td></td> <td></td> <td style="text-align: center;">○</td> <td></td> <td></td> </tr> <tr> <td>Sakoibougou</td> <td></td> <td></td> <td style="text-align: center;">○</td> <td></td> <td style="text-align: center;">○</td> <td></td> </tr> </tbody> </table> <p>N.B. 1: hauteur : très bon = supérieur à 50 cm, bon = de 30 à 50 cm, mauvais = inférieur à 30 cm 2 : densité : forte = plus de 15, moyenne = de 5 à 14 faible = moins de 5</p> <p>D'après la mesure des quantités en matière sèche dans des carrés de rendement, on peut espérer un rendement de 3t/ha pour les herbes naturelles dans la zone de l'étude expérimentale. Pour le Stylosanthès, le rendement varie car le semis n'a pas été effectué à temps mais on peut espérer un rendement de 5t/ha environ. Pour les plantes fourragères, le rendement est de 1,5 à 2t/ha. Des rhizobiums n'ont pas été utilisés lors du semis du Stylosanthès. Ils ont pris même sans cela, mais les différences de croissance sont grandes selon les conditions des terres. La croissance est mauvaise sur les terres très acides. Dans les zones de Cinzana et de Katiena, une convention d'utilisation des terres inter-villageoise, incluant la gestion de pâturages naturels et améliorés, a été conclue.</p>	Village	Hauteur			Densité (nombre / m2)			Très bon	Bon	Mauvais	Forte	Moyenne	Faible	Bougan	○		○	○		○	Kokoun	○			○			N'dinzanawere		○		○			Sinebougou			○			○	Zambougou				○			Dafinbougou	○			○			Sakoibougou			○		○
Village	Hauteur			Densité (nombre / m2)																																																											
	Très bon	Bon	Mauvais	Forte	Moyenne	Faible																																																									
Bougan	○		○	○		○																																																									
Kokoun	○			○																																																											
N'dinzanawere		○		○																																																											
Sinebougou			○			○																																																									
Zambougou				○																																																											
Dafinbougou	○			○																																																											
Sakoibougou			○		○																																																										
Bénéfices retirés	<p>La volonté de collaborer des villageois a germé avec l'établissement de la réglementation du pâturage etc., et l'organisation pour la délimitation du pâturage dans toutes les zones a été entreprise. Dans les zones de Cinzana et de Katiena, les villageois ont défini une convention inter villageoise sur la gestion de l'utilisation des terres. Les villageois ont pris conscience de l'importance sur la gestion des ressources naturelles par eux-mêmes. Le retard de la période de semis s'est traduit par une mauvaise prise des herbes et une baisse de la récolte, et l'obtention de la récolte cible demandera encore beaucoup de temps. Vu l'état de croissance de cette année, on a pu confirmer qu'il s'agissait d'herbes légumineuses assurant une prise suffisante si la gestion du pâturage au début de l'aménagement est faite correctement.</p>																																																														
Evaluation	<p>Les manuels de sensibilisation utilisant la langue Bambara et avec des illustrations ont été efficaces pour accélérer la compréhension des agriculteurs. En ce qui concerne le rendement, l'objectif n'a pas été atteint car la superficie semée était limitée à la moitié de ce qui a été prévu. L'organisation pour la délimitation du pâturage dans toutes les zones a donné de bons résultats. L'évaluation des villageois est mauvaise parce que la prise a été nulle la première année. Le retard de la période des semis et la gestion incomplète du pâturage (pâturage des moutons et chèvres à l'étape initiale de la croissance) en sont les causes essentielles. D'après les résultats d'enquête menée auprès des villageois, les villageois ont la volonté d'augmenter la production de fourrages (66%), mais pour introduction des herbes par eux-mêmes, ils sont réticents. 53% des villageois ont répondu qu'ils introduiraient les herbes s'il y a un appui. Dans la zone de Cinzana, une convention inter villageoise sur la gestion et l'utilisation des terres a été établie dans 17 villages, villages environnants y compris. Dans la zone de Katiena, une convention a été aussi être établie. Cela permettra une utilisation ordonnée des pâturages communautaires. On estime que l'application de cette convention jouera un rôle faisant date dans le développement de la gestion de l'aménagement des pâturages améliorés. L'introduction d'herbes améliorées est un projet efficace si cela présuppose le contrôle du pâturage et la formation d'un système de production de semences.</p>																																																														
Répercussions Sur le Schéma Directeur	<p>Les semences importées étant chères, sa diffusion pose problèmes. Il faudra donc inclure nouvellement dans le schéma directeur la mise en place d'un système de production de semences au Mali. Il faudra noter la nécessité de contrôler les pâturages durant la période de semis. Cet encadrement sera assuré par des agents polyvalents. Il faudra assurer l'encadrement par des agents polyvalents pour que le problème du fourrage du bétail pendant la saison sèche puisse être réglé avant tout par l'augmentation de la production de plantes fourragères comme le niébé, le dorique etc.</p>																																																														

Tableau 2.2.3.8 Récapitulatif des résultats de suivi [Aménagement de mini-pépinières]

Rubrique		Description			
Objectifs		Construction d'installations de production de plants par village pour faciliter l'approvisionnement en plants			
Contexte		<p>Il n'y a pratiquement pas de villages ayant une installation de production de plants indépendante et l'approvisionnement en plants n'est pas facile.</p> <p>Dans une partie des villages, il y a des installations équipées par les organismes d'aide, mais les activités de la production ne sont pas exécutées à cause du délabrement de l'installation. du manque d'ingénieurs etc.</p> <p>Mais les villageois désirent vivement planter des arbres .</p> <p>Vu cette situation, des pépinières seront aménagées dans les villages pour produire les plants d'arbre requis.</p>			
Rubriques du projet expérimental		<p>Construction des installations avec participation des villageois</p> <p>Formation</p> <p>Gestion de la pépinière par les villageois eux-mêmes</p>			
Définition des activités	Conditions nécessaires d'adoption	<p>Il n'y a pas de pépinière dans le village</p> <p>Etablissement d'une convention de gestion et d'un système de gestion par les villageois</p> <p>Accord pour la fourniture de travail à titre gratuit. et la contribution des frais en espèces (20% des frais d'équipements et matériaux)</p> <p>Mise à disposition de terrains</p> <p>Assurance ou potentialité d'une source d'eau</p>			
	Souhaits	Souhait d'aménagement de tous les 12 villages			
	Adoption	Adoption pour les 9 villages où il n'existe pas encore de pépinière			
Exécution	Structure	Une superficie de 100 m ² environ, clôturée par un grillage métallique avec un hangar fait en matériaux qui se trouvent sur place.			
	Méthode	Semis dans des pots en plastique et semis direct partiellement (la contribution financière par les habitants : 20% des frais d'équipement et matériaux)			
	Coût (frais)	Frais d'équipement et matériaux pour l'installation des 9 pépinières : 584.650 x 9 = 5.261.850 fcfa			
	Investissements humains	<p>Formation (10 jours) 2 séances par la DRCN : 1.650.000 fcfa</p> <p>(Equipe d'étude) : PRA. appui à l'organisation. stages par des ONG et les coordinateurs locaux. etc.</p> <p>(Coté malien) : Encadrement technique en gestion et entretien et suivi par les homologues</p> <p>(Habitants) : Fourniture de travail à titre gratuit</p>			
Résultats espérés	<p>Capacité de production de plants et de gestion de pépinières par les habitants eux-mêmes</p> <p>Progression de reboisement par approvisionnement en plants dans des petits pépinières</p>				
		Village	Production de plants (nombre total produit)		
			2001	2002	Achat (2002)
		Bougan	418	0	408
		Kokoun	1.481	139	345
		N'dinzanawere	778	1.106	0
		Dlaba	1.714	932	97
		Sinebougou	1.547	580	0
		Zambougou	2.401	194	260
		Zangourabougou2	740	232	111
		Dafinbougou	996	0	0
		Sakoibougou	2.613	262	0
		Total	12.658	3.445	1.221
		Pour l'année 2002, les chiffres sont arrêtés en décembre.			
		Pour l'achat de plants, les plants achetés individuellement ne sont pas inclus.			

Etat des activités	Processus D'exécution	<p><u>En 2001</u>, le nombre total de production de plants a dépassé 12.000 pieds en raison d'un soutien par l'équipe d'étude.</p> <p>A côté des semences distribuées par l'Equipe JICA, certains villages ont fait pousser à leurs propres frais des cocotiers et de l'acajou d'Afrique, ce qui montre l'initiative des villageois.</p> <p>D'autre part, il n'a pas été possible de vendre la totalité des plants produits d'une façon non planifiée.</p> <p>La plupart des plants ont été transplantés dans l'enceinte des villages.</p> <p><u>En 2002</u>, la gestion des pépinières ayant été entièrement confiée aux habitants, et d'une façon générale, elle s'est dégradée. Seuls les villages de Sinebougou et de N'dinzanawere ont pu satisfaire leurs besoins en plants par leurs plants produits dans leurs villages. Egalement les différences commencent à apparaître dans les performances entre les villages (certains sont dynamiques et d'autres négatifs).</p> <p>La plupart des villages n'ont pas encore prévu clairement la rémunération du pépiniériste.</p> <p>3 villages seulement (Dlaba, Sinebougou et N'dinzanawere) ont acheté des matériaux et équipements supplémentaires par leurs propres frais.</p> <p>En gros, tous les villages ont établi des règlements de gestion, mais excepté N'dinzanawere, aucun village n'a réglé le problème épineux du montant de la rémunération des gestionnaires et de leur modalité de paiement. A Sinebougou et à Dlaba il y a bien des bénévoles qui s'occupent de la gestion.</p> <p>Il ne faut pas en conclure que le taux d'approvisionnement en plants dans les villages a baissé en 2002, c'est parce que la volonté de produire des plants a décliné. En effet, certains villages ont acheté ailleurs des plants des arbres fruitiers dont la production est difficile (la production des arbres fruitiers nécessitent des opérations de greffage et les plants produits dans les villages sont de qualité médiocre).</p> <p>A Sakoibougou, le premier responsable du reboisement étant parti travailler à Bamako, la motivation en matière de reboisement est tombée ; de plus, comme il est mal payé, le pépiniériste s'occupe en priorité de ses champs de céréales et l'on peut dire que les pépinières sont pratiquement à l'abandon. La « production » s'est limitée aux plants restants de l'année dernière.</p> <p>Dans la zone de Cinzana, les efforts de reboisement passent progressivement des travaux collectifs aux travaux individuels et on y débat du problème de la rémunération du pépiniériste. Dans certains villages, les plants souffrent des attaques des oiseaux et des lézards par manque d'entretien.</p> <p>La plupart des plants produits dans le village de Dlaba ont été utilisés dans le projet d'approvisionnement en plants de la commune de Cinzana.</p>
	Problèmes à résoudre	<p>La gestion des étapes et de la période de la production des plants n'a pas été suffisante (la fourniture de plants n'est pas à temps pour le reboisement).</p> <p>Le problème de la rémunération est difficile car le niveau technique des pépiniéristes est si bas qu'on ne peut envisager une auto gestion basée sur les bénéfices qui sont dérisoires.</p> <p>Ainsi donc, la solution aux problèmes évoqués ci-dessus passe par l'amélioration du niveau technique des pépiniéristes.</p>
	Bénéfices retirés	<p>A l'exception des greffes, les habitants (ceux qui se consacrent à la production des plants) sont capables de produire des plants de manière autonome.</p> <p>Centré sur leurs besoins en arbres fruitiers, le désir ardent des villageois d'acquérir de nouvelles techniques, telles que celle de la greffe, se fait jour.</p> <p>La demande en espèces de plants se diversifie.</p> <p>La zone de Cinzana envisage la production contractuelle de plants pour le compte de la Commune (cas de Dlaba).</p>
Evaluation	<p>La fourniture de travail et le paiement des contributions se sont effectués à peu près comme prévu.</p> <p>Dans l'ensemble, les équipements sont bien gérés. Mais le problème de durabilité se fait sentir dans certains villages.</p> <p>Il y a encore des lacunes dans le système de gestion et dans les règlements (essentiellement comment trouver le moyen de payer les pépiniéristes).</p> <p>En appréciation générale, le projet étant faisable, il est pertinent de retenir cette activité comme projet.</p>	
Répercussions sur le schéma directeur	<p>Encadrement par des agents polyvalents sur l'élaboration d'un plan d'approvisionnement en plants de chaque CGTV, combinant la production villageoise dans de mini pépinières à l'achat de plants.</p> <p>Encadrement par des agents polyvalents sur la responsabilité du pépiniériste et la définition de la rémunération.</p>	

Tableau 2.2.3.9 Récapitulatif des résultats de suivi [Reboisement]

Rubrique	Description			
Objectifs	Création de bois communautaires et individuels dans le village			
Contexte	<p>Les forêts, ressources naturelles, sont des lieux où les villageois collectent librement du bois de feu. Les stocks du bois de feu pour toute l'année sont collectés en plusieurs heures principalement par les femmes et les filles pendant la saison sèche.</p> <p>Dans un contexte d'accroissement démographique et de détérioration des ressources naturelles, le travail de collecte du bois de feu devient de plus en plus pénible.</p> <p>Pratiquement tous les villages n'ont aucune expérience ou peu d'expérience des activités de plantation. C'est pourquoi la compétition et l'éloignement progressent pour la collecte du bois de feu.</p>			
Rubriques du projet expérimental	<p>Formation en reboisement.</p> <p>Gestion des zones plantées par les villageois eux-mêmes</p>			
Définition des activités	Conditions nécessaires d'adoption	Possible pour tout village souhaitant faire du reboisement		
	Souhaits	Les 12 villages		
	Exécution	Les 12 villages		
Exécution	Norme	Bois communautaires ou individuels du village		
	Méthode	<p>Organisation de stages techniques</p> <p>Choix par le village des espèces d'arbres et des emplacements de reboisement</p> <p>Exécution du reboisement et entretien ultérieur (clôtures de protection individuelles et collectives)</p>		
	Coût d'exécution	<p>Les stages concernent 214 personnes pour les 12 villages : coût : 900.000 FCFA</p> <p>Reboisement seulement dans les 9 villages équipés de mini pépinières ; coût total à charge des habitants</p>		
	Investissements humains	<p>Bureaux d'étude, Coordinateurs locaux etc. appui à l'organisation des populations, exécution de stages</p> <p>Suivi des encadrements techniques et de gestion par les Homologues maliens</p> <p>Fourniture de main d'œuvre par les habitants</p>		
Résultats espérés	<p>Poursuite autonome du reboisement et de son entretien par les habitants</p> <p>Accroissement de la volonté des habitants de conserver les forêts</p>			
Etat des activités	Processus d'exécution	Superficie reboisée (surface totale en ha)	Année 2001	Année 2002
		Que la surface de reboisement		
		Communautaire	(5,56)	(1,85)
		Bougan	1,51	0,5
		Kokoun	1,00	0,38 [29]
		N'Dinzanawere	0,58	0,4 [72]
		Dlaba	0,56	- [93]
		Sinebougou	0,24	0,18 [24]
		Zambougou	0,61	0,14 [111]
		Zangourabougou2	0,73	0,14 [45]
Dafinbougou	0,22	-		
Sakoibougou	0,11	0,11		
		Il est difficile de mesurer les surfaces de reboisement individuelles	*représente les reboisements individuels, exclus du présent décompte le remplacement des plants morts fait en 2001 n'est pas inclus	

Situation après le reboisement	<p>« en 2001 » Comme les stages et l'appui de l'équipe d'étude relatifs au mini-pépinières effectués en 2001 ont été efficaces, la surface de reboisement communautaire fut grande.</p> <p>Il y a de grandes différences dans la croissance des arbres reboisés en 2001 selon la nature des clôtures de protection. En conséquence, le taux de croissance au début août 2002 des arbres individuellement protégés en les entourant de branches mortes a été de moins de 10% seulement (Le pourcentage de prise immédiatement après le repiquage avait été de 85% en moyenne).</p> <p>La raison est que des ouvertures sont apparues dans les clôtures de protection sous l'effet du vent violent, vent saisonnier comme l'harmattan etc., et que les agneaux et les chevreux y ont plongé la tête et mangé les plants d'arbres.</p> <p>Par ailleurs, si l'on augmente le nombre de branches pour renforcer les clôtures de protection, on peut éviter cette situation mais le désavantage d'entraver la croissance des arbres reboisés en interceptant les rayons du soleil sera apparu.</p> <p>D'autre part, avec la méthode de protection collective en entourant largement toute la zone reboisée, le taux de croissance des eucalyptus a été évalué de visu aux environs 2/3.</p> <p>Si l'on considère que l'an dernier, la période de reboisement a été retardée, et que les précipitations n'ont pas été suffisantes par la suite, on peut estimer que le taux de croissance sera plus élevé si le reboisement est fait à la période correcte.</p> <p>Les arbres sont mieux protégés dans les forêts particulières que les forêts communautaires dans tous les cas de protection soit individuelle soit collective.</p> <p>Dans les forêts communautaires, il est difficile de mettre au clair la responsabilité de la gestion des arbres reboisés pendant la saison sèche, et en réalité, la gestion est insuffisante et la croissance des arbres faible.</p> <p>La croissance des arbres dans les forêts éloignées des quartiers est particulièrement mauvaise (les arbres sont bas et fragiles).</p> <p>Des activités de reboisement ont été activement entreprises autour des salles de réunion(surtout en zone de Cinzana et le long et le long du tronçon de route(surtout en zone de Katiéna).</p> <p>« en 2002 » La superficie des reboisements communautaires s'est réduite :par contre elle a augmenté pour les superficies de reboisement individuel.</p> <p>A l'origine, Dlaba et d'autres villages n'ayant programmé du reboisement communautaire qu'une fois tous les deux ans, un ralentissement dans l'accroissement des superficies reboisées ne signifie pas forcément un affaiblissement de la volonté des habitants à reboiser.</p> <p>Comme l'année précédente, le reboisement a pris du retard en 2002, cela parce que la gestion de la période de production des plants n'a pas été suffisante pour les mini-pépinières.</p> <p>Des différences de performances, pratiquement parallèles au degré de compréhension de l'importance du reboisement des villages, ont commencé à y apparaître entre eux. Les performances sont bonnes dans la zone de Cinzana.</p> <p>Dans le village de Dlaba , l'entretien des surfaces reboisées s'est faite de façon planifiée et satisfaisante en2001.</p> <p>En zone de Katiéna, des activités de reboisement ont été entreprises pour entretenir ou remplacer les arbres en bordure de route .</p> <p>A Sakoibougou, l'ensemble des activités de reboisement commence à stagner à cause de l'absence des leaders pour le reboisement parce qu'ils sont partis travailler hors du village.</p>
Problèmes à résoudre et leçons du reboisement	<p>Pour bien protéger les arbres individuels, il est indispensable d'utiliser des bandes de fer à la place des branches mortes, même si cela revient plus cher.</p> <p>Il reste des parties (en particulier la réglementation de la responsabilité de l'arrosage pendant la saison sèche) pour lesquelles le système et la réglementation de la gestion sont insuffisants. Le contrôle de la coupe de l'herbe du sous-bois dans les forêts communautaires n'est pas non plus suffisant.</p> <p>Dans les forêts communautaires, il faut mettre au clair le responsable de la gestion du reboisement pendant la saison sèche.</p>
Bénéfices retirés	<p>Grâce à la grande participation des habitants, des bosquets individuels et communautaires ont été créés.</p> <p>A la suite de la zone de Cinzana, la conservation des forêts a déclenché également en zone de Katiéna l'initiative de créer une convention inter terroirs d'utilisation des terres</p> <p>Au fur et à mesure du développement de la prise de conscience de la nécessité de protéger les forêts, les souhaits des villageois concernant les variétés d'arbres à reboiser se diversifient et s'élargissent..</p>
Evaluation	<p>La fourniture de travail pour le reboisement s'est pratiquement faite comme prévu, mais on a observé une baisse d'activité dans certains villages.</p> <p>L'acquisition des techniques de reboisement a atteint un certain niveau mais celle de l'entretien des surfaces reboisées reste problématique.</p> <p>Dans une certaine mesure, les habitants ont une meilleure prise de conscience de la nécessité de protéger les forêts.</p> <p>En appréciation générale, la volonté de faire du reboisement existe et il est opportun de retenir cette activité comme projet.</p>
Répercussions Sur le Schéma Directeur	<p>Enseigner la technique de protection de l'ensemble d'un site de reboisement par une clôture collective plutôt que la protection de chaque arbre par des clôtures individuelles.</p>

2.2.4 Gestion et conservation de ressources naturelles

Tableau 2.2.4.1 Récapitulatif des résultats de suivi
(Etablissement d'un règlement sur le contrôle d'utilisation des terres)

Rubrique		Description					
Objectifs		Amélioration de l'utilisation des terres en vue de la conservation des ressources naturelles par amélioration du degré de la prise de conscience des villageois					
Contexte		Si les terres de la zone de l'étude ne sont pas gérées correctement, la dégradation des sols par diminution des pâturages et des arbres, etc. progressera. Beaucoup des villageois sont conscients de la situation actuelle de dégradation, mais d'un point de vue méthodologique, ne savent pas quoi faire. Il faut donc leur faire comprendre encore une fois la nécessité d'utiliser les terres de manière planifiée et promouvoir la bonne gestion de l'utilisation des terres par les villageois.					
Rubriques du projet expérimental		Sensibilisation des villages en vue de l'élaboration d'une convention de gestion de l'utilisation des terres Soutien pour l'établissement d'une convention d'utilisation des terres en commun par plusieurs villages (inter-villageois)					
Définition des activités	Conditions nécessaires d'adoption	Néant					
	Intentions des villageois	Pratiquement tous les villages des 3 zones ont une attitude positive pour l'établissement de la convention de gestion de l'utilisation des terres.					
Exécution	Normes	Convention exhaustive de gestion de l'utilisation des terres sur les punitions pour les infractions					
	Méthode	Proposition du texte de la convention par la mission d'Etude Etude du texte proposé dans chaque village Explications et discussions entre chaque village et les services techniques et ceux concernés de la Commune etc. Formalités d'autorisation de la convention par les services administratifs Information des contenus de la convention par la radiodiffusion et mise en place de panneaux de règlements Contrôle de la mise en application de la réglementation par le comité inter villageois					
Résultats espérés		Amélioration du degré de la prise de conscience par rapport à la gestion de l'utilisation des terres Mesures contre la destruction des ressources naturelles et promotion de la conservation des ressources naturelles					
Etat des activités	Processus d'exécution	Zone	Village	Règlements du pâturage	Règlements de gestion du reboisement	Règlements de gestion des terres	Convention inter-villageois
		Katena	2 villages (une convention inter villageoise a été établie par 12 villages comprenant 10 villages du voisinage)	Etablis	Non établis	Non établis Inclus dans la convention inter villageoise	Non établie Formalités en cours
		Cinzana	5 villages (une convention inter villageoise a été établie par 17 villages comprenant 12 villages du voisinage)	Etablis	Non établis		Etablie Entrée en vigueur
		Soignebougou	5 villages (établissement d'une convention inter villageoise en cours par 21 villages comprenant 16 villages du voisinage)	Etablis	Non établis		Non établis Etude en cours

Etat des activités	Explications sur le processus d'exécution	<p>Un atelier pour la proposition du réglementation sur le contrôle de l'utilisation des terres dans la zone de Cinzana a été organisé par les intéressés y compris les responsables des services administratifs, en janvier 2002, mais l'avis de l'administration (par ex. "La limitation du pâturage doit être sévère dès le départ", "Si des droits doivent être collectés pour l'accès aux pâturages, cotisation pour l'accès aux terrains communaux pour la collecte du bois de feu, une partie doit être versée à l'administration" etc.) a refroidi l'ardeur des villageois, et après cet atelier, les discussions avec les villageois ont stagné un moment.</p> <p>Mais suite aux discussions avec les villageois, qui ont duré environ six mois, (1) des terres communautaires qui se divisaient en terres pour la collecte du bois, terres protégées, terres de reboisement, pâturages au moment de l'atelier ont été à nouveau divisées en forêts (développement) et autres, conformément à l'utilisation réelle des villageois, (2) après diminution du montant par rapport à celui proposé lors de l'atelier en cas de collecte d'une cotisation, l'enregistrement auprès des services administratifs s'est achevé en septembre 2002, et le règlement est officiellement entré en vigueur.</p> <p>La réussite de l'établissement d'un règlement sur le contrôle d'utilisation des terres dans la zone de Cinzana est le fruit de discussions passionnées sur la manière de sauvegarder les pâturages communautaires existants, qui sont des terrains communaux de plusieurs villages hors zone de l'étude expérimentale, alors qu'on réfléchissait à l'introduction d'herbes améliorées.</p> <p>La mise en place de panneaux a été décidée et effectuée par les habitants afin de montrer clairement la délimitation des terres à vocation suivant le règlement sur le contrôle d'utilisation des terres dans la zone de Cinzana. Un organisme a suggéré que la proposition de la convention sur les herbages dérogeaient à la règle du Mali "utilisation possible par tous". Mais il a été expliqué que cette convention n'interdit pas totalement l'utilisation, mais propose que les utilisateurs collaborent en vue de l'utilisation sous un certain ordre, et que l'idée de cette convention est que la zone doit elle-même être l'élément principal de la gestion-conservation des ressources locales. Cet organisme a donné son accord suite aux discussions. Le bureau du préfet de Ségou a également donné son accord sur la conception de la mission d'étude (fondamentalement, la conception des habitants de la zone).</p> <p>Le processus pour l'établissement d'un règlement sur le contrôle d'utilisation des terres progresse aussi dans la zone de Katiéna depuis le mois de septembre 2002, mais comme les terres y sont abondantes par rapport à celles de la zone de Cinzana, et que la dégradation des ressources n'y est pas aussi grave, règlement n'est toujours pas établi. La concertation et les procédures pour l'entrée en vigueur sont en cours en impliquant 10 villages du voisinage qui se trouvent en dehors de la zone de l'étude expérimentale.</p> <p>Dans la zone de Soignebouougou, l'accord entre les différents villages est difficile à obtenir, et comme le village de Dougoutiguibougou a commencé à appliquer seul la réglementation sans avoir obtenu l'approbation de l'administration, il y a eu des problèmes avec les villages voisins. L'administration est donc intervenue et a suspendu la réglementation mais des discussions sur le contenu sont en cours en vue de la procédure légale pour émettre la réglementation dans toute la zone comprenant 16 villages du voisinage qui se trouvent en dehors de la zone de l'étude expérimentale.</p>
Bénéfices retirés		<p>La convention de la zone de Cinzana vient d'entrer en vigueur et son effet physique n'est pas encore produit. Cependant, 17 villages ont commencé à prendre la conscience collective à travers des discussions sur l'établissement d'une convention, et il y a une tendance de plus en plus marquée à collaborer pour échanger des informations inter-villageoises et résoudre des problèmes communs, ce qui s'est traduit par la prise d'une décision de gérer et d'utiliser de diverses contributions au contrôle au moyen d'une caisse villageoise déterminée. Par ailleurs, il a été décidé d'établir un règlement pour exécuter de façon durable le contenu de la convention.</p>
Evaluation		<p>Dans la zone de Cinzana, les leaders du village de Sinebouougou ont pris l'initiative d'établir une convention inter villageoise incluant 17 villages voisins; dans beaucoup de villages, les concertations ont été rendues possibles grâce au leadership des villageois, aux salles de réunion des projets pilotes et aux conseils des coordinateurs locaux.</p> <p>Au vu de la situation réelle d'utilisation des terrains de chaque village, l'équipe d'étude a constaté que l'idée d'un règlement simultané des gestions de l'utilisation des terrains, des pâturages et de l'utilisation des arbres reboisés était beaucoup plus populaire qu'elle ne se l'imaginait.</p> <p>D'après le résultat d'enquête par les habitants, la majorité des habitants ont connaissance du contrôle d'utilisation des terres et considère que le contrôle en commun par plusieurs villages, y compris le règlement à l'étude, comme bon. Egalement la majorité des habitants exprime qu'il y a eu un changement dans sa manière de penser par rapport à l'utilisation des terres. La démarche pour introduire le contrôle d'utilisation des terres à travers de différents projets agro-sylvo-pastoraux et dans l'amélioration du cadre de vie, etc. a permis aux habitants de changer leur manière de penser par rapport aux ressources naturelles. La planification de ce projet au niveau du Schéma Directeur est donc pertinente.</p>
Répercussions sur le Schéma Directeur		<p>Le souhait d'établissement d'une convention sur l'utilisation des terres des villageois varie en fonction des différences de conditions naturelles, sociales et économiques, et il est recommandé de commencer l'introduction par les zones (villages) où la volonté est forte en assurant encadrement par les agents polyvalents.</p> <p>Le soutien du côté de l'administration est indispensable pour la mise en application de la réglementation. Il est recommandé de donner des informations concernant la progression de l'établissement de la réglementation à l'administration rapidement à partir de l'étape où la volonté d'établissement s'est renforcée dans une zone.</p>

Tableau 2.2.4.2 Récapitulatif des résultats de suivi (synthèse de la conservation des sols)

Rubrique		Description				
Objectifs		Prévention de l'érosion du sol des champs, rétablissement et amélioration de la végétation dégradée dans et hors des villages				
Contexte		La dégradation des sols(désertification)s'aggrave dans un contexte de diminution des forêts due aux excès de cultures et d'élevage eux-mêmes corollaires de l'accroissement démographique. Les dégâts provoqués par l'érosion des sols sont :l'érosion hydrique et éolienne des champs et des terres en jachère, la dégradation de la végétation des pâturages, l'effondrement des sols en pente et, en partie, le ravinement des alentours des cours d'eaux saisonniers (waji)				
Rubriques du projet expérimental		Exécution de divers stages de techniques de conservation des sols dans les villages L'exécution par les habitants eux-mêmes de mesures collectives et individuelles de conservation des sols				
Définition des activités	Conditions nécessaires d'adoption	Fourniture de travail en cas d'activité collective Fourniture de matériaux disponibles sur place comme les pierres et les branches Dans certains cas, contribution financière aux achats de matériel				
	Souhaits	Tous les villages ont souhaité exécuter des mesures de conservation des sols				
	Adoption	Exécution des mesures souhaitées.				
Réalisation	Type	Rétablissement et amélioration de la végétation: cordons pierreux, cordons pierreux pour réparer les ravins et rigoles Tous les champs: haies mortes, haies vives (Euphorbe, Pourghère), zones de végétation d'andropogon				
	Méthode	Au titre des travaux collectifs villageois :consolidation des rives du cours d'eaux saisonniers de Kokoun et des pourtours des mares en zone de Cinzana ;récupération de sols dénudés ;confection de 1300m de cordons pierreux isométriques en zone de Soignebougou				
	Coût d'exécution	100.000FCFA comme coût des semences et des plants pour la création de bandes enherbées(une partie a été offerte par les organismes gouvernementaux concernés) 750.000FCFA pour l'achat de sacs de sable(250FCFA le sac) Les matériaux et matériels trouvés sur place ont été gratuits				
	Investissement humain	Sensibilisation et appui à l'organisation par l'Equipe d'Etude et les Coordinateurs locaux, exécution des stages par la DRCN Fourniture du travail de fabrication et d'une partie des matériaux par les habitants				
Résultats espérés		Récupération de la productivité des champs grâce au développement des mesures de conservation des sols par les villageois eux-mêmes. Récupération du sol des environs des villages				
Etat des Activités	Résultat de la mise en pratique	Quantités accumulées	Cordons pierreux/sacs de sable	Haies mortes m	Haies vives M	Bandes enherbées M
		Bougan	—	10	—	—
		Kokoun	220	—	20	10
		N'dinzanawere	—	—	—	15
		Dlaba	160	—	190	10
		Sinebougou	—	—	—	5
		Zambougou	120	15	—	60
		Zangourabougou2	—	30	5	25
		Dafinbougou	270	105	55	75
		Sakoiougou	580	—	80	80
		Siradoba	300	65	40	60
		Dougoutiguibougou	370	40	20	60
Fabougou	220	40	5	205		

	Processus et résultats	<p>Des stages concernant la conservation des sols acceptée ont eu lieu dans les différentes zones en janvier 2002 avec un total de 44 participants</p> <p>Les villageois eux-mêmes se sont procurés dans le village les semences, les plants et tout le matériel nécessaire à l'activité; ils ont également fourni la main d'œuvre nécessaire à l'exécution des travaux communautaires.</p> <p>Un grand nombre d'UPA n'ont pas participé aux travaux collectifs, sous prétexte qu'elles étaient trop occupées</p> <p>Les rives du cours d'eau saisonnier de Kokoun ont été consolidées en y empilant des sacs de sable et en replantant pour y régénérer la végétation</p> <p>Les cordons pierreux et les lignes de sacs de sables ont été rapidement efficaces; par contre, l'implantation des haies mortes et des bandes enherbées se fait mal, la principale cause étant le manque de réparation des endroits endommagés par la pluie et le vent. Les résultats à court terme n'ont pas été notables.</p> <p>Le taux de reprise des Euphorbe et des pourghère a été de l'ordre de 60 à 70% pour l'année 2001. Pour l'Andropogon, ce taux n'a été que de 10% en 2001 car il avait été planté en retard, mais en 2002, le taux de reprise de l'Andropogon planté en milieu de saison des pluies est monté jusqu'à 80%.</p> <p>La conservation des sols ayant des effets directs et importants sur la désertification, il fut demandé aux Homologues de la DRCN d'organiser un suivi d'encadrement technique un fois par mois, mais l'organisation active par les habitants eux-mêmes de la gestion des travaux collectifs est restée une chose rare.</p>
	Problèmes à résoudre	<p>La conservation des sols dans les champs individuels affiche une tendance à la continuité; par contre, il a été observé que non seulement certaines UPA ne fournissent pas de travail lors des travaux collectifs mais encore que la gestion et l'entretien durables de ces travaux sont loin d'être satisfaisants. Il va falloir trouver le moyen de susciter la volonté d'organiser les travaux collectifs nécessaires à la conservation des sols de tout le bassin.</p>
Bénéfices retirés		<p>Les mesures de conservation des sols planifiées par les habitants ont pratiquement toutes été réalisées. Bien qu'il y ait eu une réussite partielle spectaculaire avec la régénération en 2 à 3 mois du couvert végétal situé en aval des cordons pierreux, les autres résultats à court terme n'ont pas été remarquables. On a pu observer cependant un effet de fixation de la surface des sols.</p> <p>Dans une certaine mesure la conscience de l'importance de la conservation des sols existe chez les habitants et elle a débouché sur l'initiative de création d'une convention inter terroir d'utilisation des sols d'une partie de la zone d'étude.</p>
Evaluation		<p>Les activités de conservation des sols dans les champs individuels se sont assez facilement implantées, mais ce n'est pas le cas de celles organisées dans le cadre des travaux collectifs et qui ont beaucoup de mal à s'implanter.</p> <p>Il faut du temps et du suivi dans la gestion pour qu'apparaissent les résultats, mais la conscience chez les habitants de l'importance de l'exécution des tâches se développe progressivement.</p> <p>En appréciation générale, comme l'importance de cette tâche expérimentale est grande et comme on a pu observer, dans une certaine mesure, une volonté d'exécution, il est opportun de la retenir comme projet.</p>
Répercussions Sur le Schéma		<p>En ce qui concerne la participation aux travaux communs pour la conservation des sols, une subvention de 70% sera accordée à l'achat d'une charrette de transport de matériels et de matériaux pour motiver les habitants.</p>

2.2.5 Allègement des charges des femmes

Tableau 2.2.5.1 Récapitulatif des résultats de suivi
[construction de moulins et formation en amélioration de la vie rurale]

Rubrique		Description			
Objectifs		Réduire le temps de mouture et augmenter le revenu des femmes Améliorer la qualité de vie et plus particulièrement celle des femmes			
Contextes		Les femmes de la zone de l'étude expérimentale passent environ 4 heures quotidiennement à moudre des céréales. La réduction des corvées ménagères et l'enseignement de savoir-vivre pour une meilleure condition de vie sont les facteurs indispensables à la participation des femmes au développement et à l'amélioration de leur condition sociale			
Rubriques du projet expérimental		Construction du moulin et enracinement de sa gestion par les villageois Organisation des formations visant à améliorer la vie grâce au bon emploi du temps des femmes gagné par le moulin			
Planification	Conditions nécessaires d'adoption	Absence d'infrastructure adaptée pour un moulin Constitution d'une convention et d'un système de gestion par les villageois Fourniture de travail et de briques à titre gratuit, mise à disposition de terrains Contribution en espèces de 240.000 F CFA (correspondant à 20% du coût d'introduction du moulin)			
	Souhaits	9 villages sur 12 ont demandé la construction. (Lors de l'étude PRA, classée parmi les premiers rangs de souhaits d'aménagement des femmes)			
	Adoption	Construction dans 7 villages compte tenu des souhaits d'aménagement et de la population de chaque village : Zone de Katiena: Bougan, Kokoun, zone de Cinzana: N'dinzanawere, Zambougou, Sinebougou, zone de Soignebougou: Dafinbougou, Dougoutigoubougou			
Exécution	Structure	Bâtiment: Sans étage en bancos, 5 x 3 m Moulin de 8 CV ou 10 CV			
	Méthode	Recommissionné sur place à un consultant (fourniture du matériel, instructions pour la construction, exécution des travaux difficilement réalisables par les villageois, stage et encadrement des activités du moulin) Construction du bâtiment principalement par les villageois (10 personnes/jour)			
	Réalizations (coût)	Année	Nbre de bâtiments	Coût de la construction (fcfa)	Remarques
		2001	Moulin 7	25.077.000	Construction du local, introduction du moulin, formation et encadrement
		2002	Moulin (7) Formation 7	13.838.000 4.791.000	Formation, encadrement et suivi Formation en amélioration de vie destinée aux femmes
Input humain	Expert japonais en amélioration de conditions de vie : 3 mois /pers et Homologue malien				
Résultats attendus		Alléger les tâches féminines en les libérant de la mouture Participation active à des activités génératrices de revenus telles que la culture maraîchère Acquisition de connaissance sur la santé, l'hygiène et la nutrition			
Situation d'utilisation	Parcours d'exécution	Juin – déc. 2000 : État des lieux par l'étude PRA et étude de ligne de base permettant de recueillir le besoin de la population Janv. 2001 : Concertation entre la JICA et le CGTV, élaboration du programme d'activités Déc.2001 – mars 2002 : construction des locaux, introduction des moulins et formation Depuis mai 2002 : Mis en service, encadrement et suivi Juillet – nov. 2002 : formation en amélioration de la vie rurale			
	gestion	Groupe de gestion créé et règlement de gestion établis Moulin est en service dans tous les 7 villages			
	utilisation	95% des UPA utilisent le moulin En novembre 2002, en moyenne 60kg/jour de mouture et par village (contre 200 à 400kg selon la prévision)			
Plan de gestion	Recettes	Les frais d'utilisation sont de 15 F CFA/kg, avec 200 à 400 kg de farine par jour (taux d'utilisation de 70% environ)			
	Dépenses	Carburant, frais de réparation, frais de personnel (opération, gestion)			
	Profit	Profit annuel brut de 400.000 à 800.000 F CFA			

Rubrique	Description
Conséquences	<p>Le temps de mouture par les femmes dans le foyer est considérablement réduit : 95% des UPA utilisent le moulin, dont 64% moudrent presque la totalité de céréales à consommer et 29% la moitié de céréales.</p> <p>Selon l'enquête auprès de la population, le temps gagné est utilisé pour les tâches ménagères (48% des UPA) et la culture maraîchère (27% des UPA), ce qui contribue à l'allègement de tâches féminines et l'augmentation de revenus des femmes</p> <p>Selon les villages, plus de 100 personnes ont participé à la formation en amélioration des conditions de la vie rurale, ce qui démontre le vif intérêt de la population sur la formation en nutrition, santé et hygiène</p>
Défi	<p>Certaines déclarent restreindre le recours au moulin à cause de manque de moyen financier et ceci, malgré leur volonté. Pour des raisons économiques, des mesures pour augmenter les revenus des femmes doivent être entreprises parallèlement pour augmenter la fréquentation du moulin</p>
Evaluation	<p>① Évaluation par la population Une activité permettant d'alléger des corvées ménagères et aussi ayant des effets directs, l'évaluation participative a relevé la haute appréciation des femmes de cette activité. Cette activité a été évaluée hautement prioritaire nécessitant d'aménager d'urgence lors de l'étude PRA</p> <p>② Évaluation par la mission d'étude</p> <p>1. Effets Fortement demandé par la population, c'est une activité très effective qui permet d'alléger des corvées ménagères des femmes</p> <p>2. En ce qui concerne les critères de choix (les normes adoptées) La fourniture de travail s'est à peu près faite conformément aux normes adoptées La mise à disposition des terrains nécessaire s'est faite sans problème (il n'y a pas eu lieu de dédommagement) La gestion des installations est assumée par les habitants eux-mêmes, selon le système et les règlements établis. Les contributions monétaires ont été acquittées conformément aux plans établis En conclusion, toutes les conditions initiales ont été satisfaites pour le présent</p> <p>3. Formation et encadrement de gestion Depuis la mise en service des machines, on constate : 1) des pannes de moteur, 2) Certaines parties du moulin comme la trémie de grains se détachent, mais on arrive à y remédier en envoyant des techniciens sur place et en changeant les pièces défectueuses. Un encadrement technique s'avère nécessaire pour environ deux ans pour que les opérateurs acquièrent la technique de réparation. Au début de la mise en service du moulin, la tenue du registre n'était pas assurée à cause du faible niveau d'alphabétisation des trésoriers : suite à l'encadrement ultérieur, la tenue du registre est acquise</p> <p>4. Formation en amélioration des conditions de vie rurale Bien que le stage aie été nouvellement instauré depuis la campagne 2002, sa très grande utilité est déjà reconnue et il suscite un vif intérêt des participants</p>
Points à prendre en compte pour le schéma directeur	<p>Effectuer par les agents polyvalents un encadrement et des suivis techniques pour faire face à de nombreuses pannes pendant les deux premières années de fonctionnement</p> <p>La contribution financière initiale était de 20% du prix du moulin, mais comme les bénéfices seront très substantiels si la gestion s'effectue normalement, il est envisagé de la monter à 30% du prix du moulin en plus de 200 000fcfa pour la construction de locaux.</p> <p>La gestion pose des problèmes dans les villages de faible importance. Le Schéma Directeur actuel prévoit un moulin pour 500 habitants : un moulin sera installé pour un ensemble de villages voisins s'ils sont à faible population (dans un rayon d'environ 3km)</p> <p>Effectuer à plusieurs reprises par les agents polyvalents la formation des trésoriers</p> <p>Dans les villages de faible importance, promouvoir, à l'initiative de la commune, utilisation des infrastructures de villages riverains</p>

Tableau 2.2.5.2 Récapitulatif des résultats de suivi (Diffusion des foyers améliorés (en terre et en fer))

Rubrique		Description
Objectifs		Diffusion et enracinement des foyers améliorés pour l'utilisation efficace du bois et des ressources forestières
Contexte		<p>Les foyers traditionnels à trois pierres sont ordinairement utilisés dans les communautés rurales et la quantité de bois de feu à utiliser est importante.</p> <p>Les rendements thermiques des foyers en fer et en terre sont respectivement de 100% et de 50% plus élevés que celui du foyer traditionnel</p> <p>La vulgarisation ne s'est pas faite dans tous les villages à cause des instructions insuffisantes.</p> <p>Les villages fabricant et vendant les foyers en fer n'existent pas dans les zones expérimentale et même très peu dans la zone de l'étude.</p> <p>Beaucoup de femmes souhaiteraient acheter et utiliser des foyers en fer s'ils étaient fabriqués et vendus au village</p> <p>Des forgerons traditionnels s'éparpillent dans les villages (fabrication, réparation de l'outillage agricole) et le potentiel de fabrication existe.</p>
Rubriques du projet expérimental		<p>Stages de fabrication et d'utilisation des foyers en terre par les villageois.</p> <p>Stages de fabrication des foyers en fer par les forgerons et vulgarisation de la fabrication et de l'utilisation des foyers améliorés dans les villages.</p>
Définition des activités	Conditions nécessaires d'adoption	Pour les foyers en terre, tous villages souhaitant les adopter Pour les foyers en fer, il faut l'existence d'un forgeron dans le village et l'accord pour la contribution financière (20% des frais d'équipement et matériaux)
	Souhaits	Pour les foyers en terre, vulgarisation dans tous les 12 villages Pour les foyers en fer, vulgarisation dans 9 villages sur les 12.
	Adoption	Pour les foyers en terre, adoption dans les 12 villages Pour les foyers en fer, adoption dans 7 villages sur les 9, deux villages ayant refusé la contribution financière
Réalisation	Normes	Pour les foyers en terre, Fabrication par les villageois eux-mêmes Préparation de briques de banco (argile) et de pierres par les villageois Pour les foyers en fer, Fabrication et vente par les forgerons, sous la supervision des CGTV
	Méthode	Recommandation à une ONG spécialisée, encadrement, stages et fourniture de matériaux pour la fabrication des foyers
	Coût d'exécution	- Pour les foyers en terre, 4.078.000FCFA pour des stages ayant regroupé 234 participants (61 hommes et 173 femmes) - Pour les foyers en fer 3.108.000FCFA pour des stages ayant regroupé 8 forgerons 1.497.000FCFA pour les 8 jeux de matériaux et matériels de fabrication
	Investissement humain	Sensibilisation et appui à l'organisation par l'Equipe d'Etude et les Coordinateurs locaux, recommandation de l'exécution des stages à une ONG Fourniture de travail par les habitants
Résultats espérés		Rendre possible la fabrication des foyers améliorés par les habitants pour vulgariser les foyers dans les villages. Améliorer la conservation des forêts et alléger le travail de collecte de bois par les femmes
Etat des Activités	Quantités fabriquées	Pour les foyers en terre 210 foyers en 2001 230 foyers en 2002 Pour les foyers en fer 137 foyers en 2001 126 foyers en 2002
	Processus et effet	« foyers en terre » La vulgarisation devrait se faire rapidement, parce qu'il s'agit de techniques de fabrication et de matériaux simples. Le foyer est utilisé par tous les fermes qui l'ont installé. L'encadrement des villageois par ceux qui ont reçu la formation n'est pas actif. Il est nécessaire d'obtenir l'autorisation et la collaboration des hommes pour effectuer la formation et l'encadrement des femmes. Mais le degré de collaboration des hommes a été variable selon les villages, ce qui explique la disparité du nombre des participants par village. « foyers en fer » La technique de fabrication a été parfaitement maîtrisée par les forgerons Les foyers fabriqués sont tous achetés et l'offre n'arrive pas à satisfaire la demande
	Etat d'utilisation	Comme le foyer en fer est portable, il est utilisé avec le foyer en terre dans la majorité des UPA.

Bénéfices retirés	Les techniques de fabrication et d'utilisation ont été parfaitement maîtrisées par les habitants. Hautement apprécié par les organismes administratifs du point de vue de la gestion des ressources naturelles (le représentant du maire de la ville de Cinzana a assisté à la cérémonie de clôture) de stage. Même ces autorités ont connu un regain de la volonté de gérer les ressources naturelles. La créativité est stimulée. Certains forgerons ont mis au point et vendent un nouveau type de foyer équipé de ventilateur électrique, etc.
Evaluation	Dans une certaine mesure, les habitants ont une meilleure prise de conscience de la nécessité de protéger les forêts. En appréciation générale, la volonté de réaliser cette tâche expérimentale est grande et il est opportun de retenir cette activité comme projet.
Répercussions Sur le Schéma Directeur	Les vulgarisateurs doivent inciter les villageois qui ont participé aux stages de fabrication des foyers en terre à transmettre la technique dans leur village.

Tableau2.2.5.3 Récapitulatif des résultats de suivi (Instructions pour la fabrication de produits artisanaux)

Rubrique	Description																																																																																				
Objectifs	Fabrication de produits artisanaux pour diversifier les sources de revenus en espèces sans exercer de charge sur les ressources forestières																																																																																				
Contexte	Peu de possibilités d'obtenir de l'argent Les produits agricoles sont le principal moyen d'obtenir de l'argent, avec, pratiquement comme seul autre moyen dans les environs des villages, la vente de fagots et de charbon.. Les femmes sont épuisées par les travaux agricoles, les travaux ménagers et la collecte du bois de feu, et ont peu de temps libre. Pour les femmes qui n'ont pratiquement aucune source de revenus pécuniaires, il est urgent de leur en trouver																																																																																				
Rubriques du projet expérimental	Stages techniques de fabrication et de gestion des ventes Fabrication et vente par les villageois																																																																																				
Définition des activités	Conditions nécessaires d'adoption	Sélection du menu des produits à fabriquer par les villageois eux-mêmes Etablissement d'un règlement et d'un système de gestion par les villageois Les ressources naturelles locales doivent constituer l'essentiel des ingrédients et les villageois doivent pouvoir s'en procurer																																																																																			
	Souhaits	Des souhaits divers ont été émis par les 12 villages																																																																																			
	Adoption	Exécution dans les 12 villages.																																																																																			
	Types de Produits Artisanaux	L'ordre de préférence des produits choisis par chaque village est : 1) le savon et la teinture(12 villages) ; 2) la pommade cosmétique(11villages) ; 3) les macaronis(7villages) ; et 4) le sirop Bisap (4 villages)																																																																																			
	Méthode D'exécution	Conclusion d'un contrat de recommissionnement avec une ONG locale Les activités sont exécutées par les groupes volontaires.																																																																																			
	Coût d'exécution	Le montant du contrat de recommissionnement est de 6.572.000 F CFA																																																																																			
	Investissement humain	Sensibilisation et appui à l'organisation par l'Equipe d'Etude et les Coordinateurs locaux, recommissionnement de l'exécution des stages à une ONG Fourniture du travail et de fabrication d'une partie d'ingrédients par les habitants																																																																																			
Résultats espérés	Que les techniques de fabrication et de gestion des ventes s'implantent parmi les femmes pour leur permettre d'accroître leurs revenus.																																																																																				
Etat des Activités	<p>Degré de dynamisme dans la poursuite de la fabrication</p> <table border="1"> <thead> <tr> <th></th> <th>Savon</th> <th>Pommade</th> <th>Teinture</th> <th>macaronis</th> <th>bissap</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>Bougan</td> <td>○</td> <td>○</td> <td>△</td> <td>×</td> <td>△</td> </tr> <tr> <td>Kokoun</td> <td>△</td> <td>△</td> <td>△</td> <td>—</td> <td>×</td> </tr> <tr> <td>N'dinzanawere</td> <td>△</td> <td>△</td> <td>△</td> <td>—</td> <td>△</td> </tr> <tr> <td>Dlaba</td> <td>⊙</td> <td>△</td> <td>○</td> <td>○</td> <td>○</td> </tr> <tr> <td>Sinebougou</td> <td>⊙</td> <td>△</td> <td>○</td> <td>△</td> <td>○</td> </tr> <tr> <td>Zambougou</td> <td>⊙</td> <td>△</td> <td>○</td> <td>△</td> <td>⊙</td> </tr> <tr> <td>Zangourabougou2</td> <td>⊙</td> <td>△</td> <td>○</td> <td>△</td> <td>△</td> </tr> <tr> <td>Dafinbougou</td> <td>⊙</td> <td>—</td> <td>—</td> <td>△</td> <td>—</td> </tr> <tr> <td>Sakoibougou</td> <td>⊙</td> <td>—</td> <td>△</td> <td>△</td> <td>—</td> </tr> <tr> <td>Siradoba</td> <td>⊙</td> <td>—</td> <td>—</td> <td>—</td> <td>—</td> </tr> <tr> <td>Dougoutiguibougou</td> <td>⊙</td> <td>—</td> <td>—</td> <td>—</td> <td>○</td> </tr> <tr> <td>Fabougou</td> <td>⊙</td> <td>—</td> <td>—</td> <td>—</td> <td>△</td> </tr> <tr> <td>Total de produits fabriqués jusqu'à décembre 2002</td> <td>7.620 unités</td> <td>104 kg</td> <td>166 unités</td> <td>1,4 t</td> <td>1200 l</td> </tr> </tbody> </table>		Savon	Pommade	Teinture	macaronis	bissap	Bougan	○	○	△	×	△	Kokoun	△	△	△	—	×	N'dinzanawere	△	△	△	—	△	Dlaba	⊙	△	○	○	○	Sinebougou	⊙	△	○	△	○	Zambougou	⊙	△	○	△	⊙	Zangourabougou2	⊙	△	○	△	△	Dafinbougou	⊙	—	—	△	—	Sakoibougou	⊙	—	△	△	—	Siradoba	⊙	—	—	—	—	Dougoutiguibougou	⊙	—	—	—	○	Fabougou	⊙	—	—	—	△	Total de produits fabriqués jusqu'à décembre 2002	7.620 unités	104 kg	166 unités	1,4 t	1200 l
		Savon	Pommade	Teinture	macaronis	bissap																																																																															
Bougan	○	○	△	×	△																																																																																
Kokoun	△	△	△	—	×																																																																																
N'dinzanawere	△	△	△	—	△																																																																																
Dlaba	⊙	△	○	○	○																																																																																
Sinebougou	⊙	△	○	△	○																																																																																
Zambougou	⊙	△	○	△	⊙																																																																																
Zangourabougou2	⊙	△	○	△	△																																																																																
Dafinbougou	⊙	—	—	△	—																																																																																
Sakoibougou	⊙	—	△	△	—																																																																																
Siradoba	⊙	—	—	—	—																																																																																
Dougoutiguibougou	⊙	—	—	—	○																																																																																
Fabougou	⊙	—	—	—	△																																																																																
Total de produits fabriqués jusqu'à décembre 2002	7.620 unités	104 kg	166 unités	1,4 t	1200 l																																																																																
Gestion	Un manuel a été rédigé après le stage (illustré et en bambara) et distribué en fin de stage. L'effet est élevé et les techniques de fabrication sont maîtrisées dans tous les villages Hormis quelques cas exceptionnels, la fabrication des produits artisanaux se poursuit activement. La fabrication du savon est l'activité la plus prisee des villageois, dut être interrompue momentanément par manque de beurre de karité. Pour la teinture, les articles se vendent difficilement. Le prix de vente unitaire est élevé et il faut aller jusqu'à Ségou pour la vente.																																																																																				
Problèmes à résoudre	Les registres des quantités fabriquées de chaque village sont mal tenus et les inscriptions relatives à la répartition des bénéfices ne sont pas clairement enregistrées. Les carences en comptabilité et dans la tenue du registre sont flagrantes.																																																																																				

Bénéfices retirés	Des sources potentielles de revenus pécuniaires ont été créées, ce que les femmes en particulier ont beaucoup apprécié Les villages ont été dynamisés. Diverses activités du groupement des femmes (tons), jusque-là nominales, ont commencé par le biais de la fabrication de produits artisanaux etc.
Evaluation	L'implantation des techniques de fabrication se fait assez facilement Cette tâche expérimentale a beaucoup contribué à dynamiser tout le village En appréciation générale, la volonté de réaliser cette tâche expérimentale est grande et il est opportun de retenir cette activité comme projet
Répercussions Sur le Schéma Directeur	Les vulgarisateurs doivent encadrer régulièrement les participantes responsables pour élever le niveau de leur compétence en comptabilité et instaurer des règles de gestion financière.

2.2.6 Evaluation de l'exploitation agricole

Lors de l'étude expérimentale, des recherches ont été effectuées sur les revenus et les dépenses de gestion de fermes particulières (UPA test) dans 12 villages pour évaluer des projets expérimentaux sur le plan de l'exploitation agricole. L'étude des tendances du bilan de gestion a commencé en juillet 2001 et des informations ont été obtenues et classifiées sur les revenus et dépenses en espèces d'une année. Durant ce procédé, 3 UPA parmi les 12 UPA tests au départ ont été exclues de l'étude en raison de exode des personnes alphabétisées, rendant impossible la tenue des registres de compte.

D'après le résultat de l'étude, les revenus annuels en espèces pour une UPA sont de 7.260.000 F CFA au maximum, et de 270.000 F CFA au minimum, pour une moyenne de 1.680.000 F CFA, des montants incroyablement élevés pour cette zone. Les UPA examinées ont été sélectionnées par les habitants des villages, avec pour condition la présence d'une personne alphabétisée mais, dans un milieu rural à faible pourcentage d'alphabétisation, les conditions posées par la mission d'étude avait pour signification le choix d'une UPA parmi la classe sociale la plus élevée du village. En d'autres termes, il a été confirmé que ces UPA étaient placées à un niveau élevé sur le plan économique également. Dans chaque village, il s'agit de type de gestion effectuée parallèlement avec un commerce, comme un kiosque ou des ventes intermédiaires.

D'après les revenus et dépenses en espèces, 3 UPA parmi les 9 ont enregistré des bénéfices (voir Figure 2.2.6.1). Les déficits semblent être dus aux quantités des stocks durant les activités commerciales, à la consommation personnelle des produits récoltés et à l'achat de biens capitalisés, entre autres.

Les éléments suivants peuvent être relevés en ce qui concerne le contenu des revenus et des dépenses annuelles en espèces, d'après l'étude des données UPA du village de Dlaba (Tableau 2.2.6.1) qui semblent être les plus proches d'une UPA ordinaire d'une ferme dans la zone du projet expérimental.

- ① Les ventes de mil représentent 80% des revenus, et correspondent à la majeure partie des revenus, avec environ 90% de l'ensemble des produits agricoles parmi lesquels les volailles, les moutons et les wandz.
- ② Les rubriques des revenus dépassant 10.000 F CFA correspondent à des sources de revenus importantes.

Chacune des activités du projet expérimental, telles que l'introduction de semences améliorées et d'engrais, les poulaillers améliorés, l'embouche ovine et la culture maraîchère, entre autres, procurent des bénéfices annuels de plus de 10.000 F CFA et peuvent être considérées comme ayant une valeur extrêmement importante sur le plan des revenus et dépenses d'exploitation agricole (en espèces).

Figure 2.2.6.1 Revenus et dépenses en espèces des UPA tests

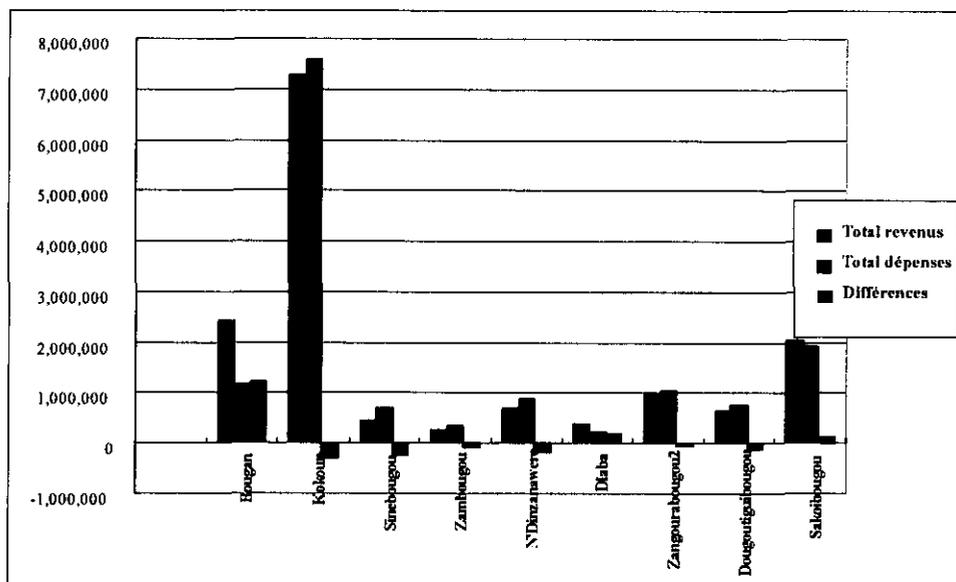


Tableau 2.2.6.1 Contenu des revenus et des dépenses en espèces de l'UPA test de Dlaba

(FCFA)

	Désignations	juillet 01	août 01	sept. 01	oct. 01	nov. 01	dec. 01	jan. 02	fev. 02	mar. 02	av. 02	mai 02	juin 02	Total	
R e v e n u s	mil	11,150	2,200	685	83,000		84,750	20,500	4,000	26,750	45,800	18,500	18,900	316,235	
	poulet		2,800	1,600	5,650	2,850				5,000				17,900	
	travaux champêtres	8,500											5,500	14,000	
	manoeuvre	3,000			750									3,750	
	poudre de baobab			310										310	
	mouton						12,500							12,500	
	wandzou											10,750		10,750	
	prix de lait										18,750			18,750	
	total revenus	22,650	5,000	2,595	89,400	2,850	97,250	20,500	4,000	31,750	64,550	29,250	24,400	394,195	
D é p e n s e s	riz(mil et fonio compris)	2,100				3,000	30,000			550	275		4,420	40,345	
	lait	400	75			100						1,750		2,325	
	fruits(ronier,mangue)	150	500											650	
	viande	1,000	750	1,325	1,000	2,350				2,150		2,200		10,775	
	poisson fumé	1,000	1,900			3,250	2,000		2,500		1,300	500	2,500	14,950	
	poulet(oeufs compris)	1,800	550			1,500				6,750				10,600	
	sucre	600			250	1,625	950	1,475		850			800	6,550	
	sel	100				100				50	100			350	
	pate d'arachide									300			100	400	
	légumes(pomme de terre, pastèque compris)			400	150			200						750	
	gâteau							100						100	
	galette					50	25		175	250			25	525	
	beurre de karité		150											150	
	condiments		2,000		5,300			8,800	2,500	2,000	1,000	2,000		23,600	
	tabac	1,250	650	300	650	850								3,700	
	savon(4)	1,025	1,800	500	550	825	825	875		125	275			6,800	
	poudre de baobab			550	100					350	75			1,075	
	cadeau	300		450						100	150		1,150	2,150	
	médicament	200						475				1,500		2,175	
	traitement médical	1,750									250			2,000	
	habillements (chaussures comprises)						1,850	4,975	13,850	4,825				4,420	29,920
	frais de cérémonie											14,000			14,000
	pétrole	650	275	325	375	425			275					2,325	
	sacs pour aliments	750	250	1,500											2,500
	charrue,faucille	2,500			175							1,750	1,000	2,500	7,925
	daba	2,700													2,700
	manoeuvre					4,000									4,000
	seau					75									75
	remboursement de dettes									1,750					1,750
	autres(non déterminées)			200	65					150			25	750	1,190
total dépenses	18,275	8,900	5,550	8,615	20,000	33,800	16,900	22,000	18,075	20,100	9,550	14,590	196,355		
bilan	4,375	-3,900	-2,955	80,785	-17,150	63,450	3,600	-18,000	13,675	44,450	19,700	9,810	197,840		

